

cyberpresse.ca

LA PRESSE

Olli Jokinen

Marian Hossa

LNH

AU GRAND JEU DES ÉCHANGES

Les joueurs les plus convoités, les acheteurs et les vendeurs

Mathias Brunet fait le tour du sujet à 24 heures de la date limite des transactions
SPORTS PAGES 2 ET 3

80^e SOIRÉE DES OSCARS

Comme prévu



Joel et Ethan Coen

PHOTO ROBIN BECK, AFP

TAPIS ROUGE ET COMPTE RENDU > ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 3

Surprise



PHOTO CHRIS CARLSON, AP

QUATRE STATUETTES POUR LE FILM DES FRÈRES COEN

LA FRANÇAISE MARION COTILLARD MEILLEURE ACTRICE

L'AMOUR À 11 ANS

Les enfants peuvent-ils être amoureux à l'école primaire? Certains adultes en doutent et parlent d'amourettes. Mais les jeunes, eux, sont unanimes, ils ont tous vécu l'amour, le vrai.



UN DOSSIER DE SOPHIE ALLARD ACTUEL PAGES 1 À 3

La contrebande de cigarettes est devenue incontrôlable

Québec s'en remet dorénavant aux forces policières

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les politiciens ont baissé les bras, il ne reste désormais que la police pour enrayer la prolifération de la contrebande du tabac. Entre 2002 et 2006, la consommation de cigarettes vendues sous le manteau a doublé au Québec et, depuis, ce fléau n'a fait qu'empirer.

déposera au ministère de la Sécurité publique ses résultats qui montrent une augmentation importante des saisies de cigarettes contrefaites, a appris *La Presse*. Ces «cigarettes à plumes» sont pour l'essentiel manufacturées dans les réserves mohawks mais sont désormais largement distribuées par un réseau de petits commerçants, de dépanneurs surtout, bien loin des réserves autochtones.

non perçues par Québec - atteignaient 275 millions de dollars en 2006, une augmentation exponentielle par rapport aux 118 millions estimés en 2002. Alors 25% des cigarettes consommées au Québec provenaient du marché de la contrebande. L'été dernier, l'industrie du tabac a produit un rapport plus alarmant encore qui estimait que le tiers des produits du tabac consommés au Québec échappait aux taxes.

> Voir **CONTREBANDE** en page A10



Nicolas Sarkozy

SARKOZY DÉRAPE «Casse-toi, pauvre con!»

Louis-Bernard Robitaille rend compte de la visite mouvementée du président français au Salon de l'agriculture, à Paris.
PAGE A12

CUBA

UN PRÉSIDENT SOUS SURVEILLANCE
Raul Castro succède à son frère à la tête de l'État
PAGE A13

AIR CANADA TURBULENCES EN VUE

Les employés veulent leur part du gâteau
PAGES A2 ET A3



Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Cuba sans Castro, c'est comme l'ADQ sans Mario.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



Le slogan du Bloc décodé

LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT
PAGE A5

Koutouзов n'est pas prêt

LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL
PAGE A7



Stéphane Dion

DENIS LAZURE

L'EX-MINISTRE PÉQUISTE S'ÉTEINT À 82 ANS
PAGE A6

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

www.radio-canada.ca/radio

CHANSON 9h

En semaine avec Stanley Péan
Réalisation: Catherine Dupuy

A 2 AIR CANADA ZONE DE TURBULENCES



Des employés

Il n'y a pas que les voyageurs qui se plaignent d'Air Canada. Ses employés aussi. Ils ont accepté de douloureuses concessions pour relancer le transporteur quand tout allait mal, et maintenant que les profits sont revenus, ils ont le sentiment que les patrons et les actionnaires s'en mettent plein les poches alors qu'eux-mêmes sont laissés pour compte. Ils sont prêts à tout pour faire valoir leurs droits l'an prochain. Une grève est loin d'être exclue.



MAXIME BERGERON

L'année prochaine s'annonce mouvementée pour Air Canada. Houleuse même. Les employés du transporteur en ont gros sur le cœur et plusieurs sont prêts à déclencher la grève pour régler la « profonde injustice » qu'ils disent subir.

« Je ne pense pas que ça va être beau, c'est sûr et certain, lance Marcel Saint-Jean, qui représente 3600 employés techniques au Québec. Je parle à mes membres, et ils veulent ravoit tout ce qu'ils ont perdu pour sauver une compagnie qui rit d'eux autres en ce moment. »

Le nœud du problème remonte à 2003. À l'époque, le premier transporteur canadien était au bord de la faillite. Pour sauver les meubles, les syndiqués ont consenti d'importantes concessions salariales, en plus d'abandonner une semaine de vacances, des congés et d'autres avantages.

Air Canada a depuis assaini ses finances de façon spectaculaire. L'entreprise a enregistré un bénéfice d'exploitation record de 433 millions de dollars l'an dernier. Les avions sont pleins. Mais, pourtant, les travailleurs n'ont jamais été aussi insatisfaits.

« En tant qu'humains, on sent qu'on a été uti-

lisés, dit Andy Wilson, président de l'Association des pilotes d'Air Canada. Le moral est très bas, et le sentiment de justice dans notre milieu de travail est tout aussi bas. »

Pourquoi un tel constat? Parce que les employés ont l'impression de ne pas avoir été « récompensés » pour leurs sacrifices, tandis que les actionnaires et dirigeants d'Air Canada se sont partagé des centaines de millions de dollars depuis le retour à la rentabilité.

« Ils font de l'argent comme des fous, et tout ce qu'ils pensent, aussitôt qu'ils ont une cenne, c'est de la remettre aux investisseurs », lance Marcel Saint-Jean, président de la section locale 1751 de l'Association internationale des machinistes.

La grève l'an prochain?

L'heure est venue pour les travailleurs d'avoir leur part du gâteau, disent en somme les syndiqués. Leurs conventions collectives arriveront toutes à échéance l'an prochain, et ils savent qu'ils bénéficieront d'un argument massue pour se faire entendre: le droit de grève.

Pendant la restructuration, patrons et syndiqués s'étaient entendus pour ne faire ni grève ni lock-out avant 2009. La période de grâce achève et les employés sont déterminés à monter au front si cela est nécessaire. « Ça fait un an qu'on les prépare à ça en leur disant: mettez-vous de l'argent de côté, 2009 s'en vient », dit Marcel Saint-Jean.

Les pilotes, de leur côté, ont voté il y a quelques mois pour la création d'un fonds de grève, a-



PHOTO ALAIN ROBERGE. ARCHIVES LA PRESSE

Cette photo date de 2003, au moment où Air Canada, au bord de la faillite, a fait des mises à pied massives. Mais maintenant que le transporteur aérien a renfloué ses coffres, les employés, qui avaient fait d'importantes concessions, réclament leur dû.

Une histoire mouvementée



SOMMAIRE

| | |
|--------------------|------------------------|
| Amusez-vous! | AFFAIRES 6 |
| Astrologie du jour | ACTUEL 5 |
| Décès | ACTUEL 6 |
| Forum | A 14 et 15 |
| Loteries | A 11 |
| Monde | A 12 et 13 |
| Sudoku | AFFAIRES 4 |
| Petites annonces | ACTUEL 4 et AFFAIRES 4 |

Météo

Ciel variable, vents légers, maximum 1, minimum -5. ACTUEL 5

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

1937

Le gouvernement fédéral crée Trans-Canada Air Lines, qui effectue son premier vol le 1^{er} septembre, entre Vancouver et Seattle. La flotte se compose alors de deux avions de 10 places et d'un monomoteur.

1964

TCA devient officiellement Air Canada, nom qu'elle avait déjà adopté en 1953 pour le service auprès des francophones.

1988

Le gouvernement annonce la privatisation d'Air Canada. En juillet 1989, il vend ses dernières parts dans la compagnie.

2000

Le gouvernement fédéral cesse de financer Canadian Airlines, très endettée. Air Canada avale la compagnie de Calgary et détient alors 85 % du marché aérien intérieur. Mais elle doit aussi gérer la forte dette et la flotte désuète de son ancien concurrent. La société supprime 3500 emplois à la fin de l'année.

1^{er} avril 2003

Quelques jours après avoir annoncé la suppression de 3600 emplois, Air Canada se place sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers.

Juin-Juillet 2003

Air Canada négocie de nouveaux contrats de travail avec 27 000 employés. Cela permet de générer des économies de plus d'un milliard.

Septembre 2004

Air Canada se retire de la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers. Président d'Air Canada depuis 1999, Robert Milton prend la tête de la nouvelle société mère ACE Aviation. Montie Brewer devient président d'Air Canada en décembre.

Février 2006

ACE Aviation élimine 600 postes et en supprimera 300 autres en août suivant.

Février 2008

Air Canada est à nouveau rentable. Le PDG Montie Brewer dévoile « les meilleurs résultats de l'histoire » de la compagnie. La compagnie compte quelque 32 000 employés, contre 40 000 il y a cinq ans.



AIR CANADA ZONE DE TURBULENCES

prêts à tout

appris *La Presse*. Une précaution qui n'existait pas auparavant.

« Nos sondages montrent que la plupart des pilotes sont préparés, même si on ne sait pas ce qui va arriver aussi longtemps à l'avance, explique Andy Wilson. Il y a un degré d'appui très élevé pour aller en grève si c'est nécessaire, et plusieurs pilotes font leur propre préparation. »

Leslie Dias, présidente de la section locale aérienne 2002 (division aérienne) des TCA, qui représente 5000 préposés aux centres d'appels et à l'enregistrement, indique aussi que ses membres sont prêts à sortir leurs pancartes s'ils n'arrivent pas à obtenir une entente satisfaisante.

Salaires à la baisse

L'enjeu est majeur pour Air Canada et ses clients. Un conflit de travail à large échelle pourrait fortement perturber le trafic aérien au pays, en plus de coûter une fortune chaque jour à l'entreprise.

Selon Martin Martens, professeur de gestion à la John Molson School of Business de l'Université Concordia, l'éventualité d'une grève l'an prochain n'a rien de fantaisiste. « Vu le sentiment d'injustice énorme vécu par les employés à tous les niveaux de l'entreprise, à moins que la compagnie ne leur redonne ce qu'ils ont sacrifié, ils vont aller en grève, avance-t-il. C'est simplement une question de justice. »

Montie Brewer, le président et chef de la direction d'Air Canada, a refusé de discuter des négociations à venir avec *La Presse*.

La porte-parole de l'entreprise nous a prié de nous

reporter à la transcription d'une récente téléconférence, pendant laquelle M. Brewer a fait quelques commentaires sur les relations de travail. « Nous nous concentrons particulièrement à essayer de trouver des moyens de résoudre les problèmes collectivement, plutôt que d'aller devant un arbitre », a-t-il déclaré à des analystes financiers.

Les dirigeants d'Air Canada ont cependant souligné à quelques reprises ces dernières années que la structure de l'industrie aérienne avait profondément changé en Amérique du Nord. Et que la tendance des salaires était partout à la baisse, pas à la hausse.

Pendant la restructuration, patrons et syndiqués s'étaient entendus pour ne faire ni grève ni lock-out avant 2009. La période de grâce achève.

Air Canada estime en outre que les employés profitent bel et bien de la prospérité retrouvée, grâce à un programme de « participation aux bénéfices ». Les travailleurs se sont ainsi partagé 29,2 millions de dollars en primes l'an dernier, alors que les profits ont atteint des niveaux records. (Les primes ont aussi totalisé 29,2 millions en 2006... même si Air Canada avait enregistré une perte de 74 millions cette année-là. L'entreprise refuse de divulguer comment sont calculées les primes.)

Une telle rémunération à la performance donne

plus de flexibilité à Air Canada, selon Karl Moore, professeur de marketing à l'Université McGill. « Quand les temps sont bons, les employés reçoivent de l'argent supplémentaire, et quand les temps sont plus difficiles, comme cela pourrait arriver d'ici les deux prochaines années, l'entreprise n'est pas coincée avec une structure de salaires élevés qu'elle est obligée d'honorer », explique M. Moore.

Notons que les employés d'Air Canada ont reçu de légères augmentations en 2006, dans le cadre d'un processus de révision salariale. Les pilotes, par exemple, se sont vu accorder 5,5 % de plus sur trois ans, nettement en deçà de leurs demandes. Ils affirment que leurs salaires d'aujourd'hui – entre 38 000 \$ et 235 000 \$ – sont les mêmes qu'il y a 10 ans, à cause des baisses subies pendant la restructuration.

Pour l'ensemble des employés, les hausses totaliseront en moyenne 5 % sur trois ans, de la mi-2006 à la mi-2009, selon Air Canada. L'entreprise a son siège social à Montréal et compte 23 900 employés.

À LIRE DEMAIN DANS
LA PRESSE AFFAIRES:
Les réincarnations d'Air Canada



Le moral dans les talons

MAXIME BERGERON

Des milliers d'employés ont le moral dans les talons ces jours-ci chez Air Canada. Et ce ne sont pas seulement leurs leaders syndicaux qui le disent, mais bien des sondages menés par un expert de l'Université Concordia.

Martin Martens, qui enseigne la gestion et les relations de travail, a mené des enquêtes en octobre 2006 et en janvier 2007 auprès des pilotes et des employés techniques du transporteur. Des études indépendantes, commandées par les syndicats.

Dans les deux cas, les résultats ont mis en lumière un singulier paradoxe: les employés aiment leur travail et tiennent à le faire le mieux possible, mais ils sont en même temps démoralisés et méfiants face à leurs patrons. Ils ressentent de plus un vif sentiment d'injustice.

Air Canada se tire dans le pied en se mettant ainsi à dos ses employés, croit le professeur Martens. « J'enseigne le développement des affaires à long terme (*business sustainability*) à mes étudiants, c'est une de mes spécialités, et je leur répète qu'on ne peut avoir une stratégie durable si on ne traite pas bien ses employés. »

Selon Jacques Roy, professeur de gestion à HEC Montréal, la haute direction d'Air Canada aurait dû profiter des dernières années – avant le renouvellement massif des conventions collectives prévu en 2009 – pour tenter de rétablir les ponts avec son personnel.

« Ils ont eu une belle période d'accalmie où ils auraient pu investir là-dedans et essayer de changer la culture, dit M. Roy. Selon ce que j'en sais et ce que j'ai observé, les efforts qui sont faits n'ont pas été très forts. »

Sur la bonne voie

Air Canada reconnaît certaines de ses lacunes. Le transporteur a récemment commandé une vaste enquête à la firme Strategic Counsel, qui révèle un climat de travail perfectible.

Selon les conclusions de ce sondage, dont *La Presse* a obtenu un résumé, « moins de la moitié des employés estiment qu'il y a un sentiment d'appartenance au sein d'Air Canada ».

« Le sondage révèle également qu'une majorité d'employés apprécie leur cadre supérieur immédiat, mais sont moins satisfaits de la haute direction, estimant que les cadres supérieurs doivent s'efforcer de mieux écouter leurs préoccupations et de s'y intéresser », peut-on lire.

Une majorité d'employés estime toutefois qu'Air Canada est maintenant « sur la bonne voie » et qu'elle « occupe une position de leader sur le marché du fait de son esprit d'innovation », selon l'étude de Strategic Counsel.

La porte-parole Isabelle Arthur souligne qu'Air Canada a mis en place de nouveaux programmes « destinés à modifier nos méthodes de travail et à mettre l'accent sur nos employés ».

PHOTO ALAIN ROBERGE. ARCHIVES LA PRESSE

Selon les sondages, les employés d'Air Canada aiment leur travail et tiennent à le faire le mieux possible, mais ils sont en même temps démoralisés et méfiants face à leurs patrons.



Stéphanie Pelletier a quitté sa résidence de Gaspésie pour se rendre à Montréal, dans l'espoir de retrouver sa cousine Marylin Bergeron, portée disparue depuis maintenant huit jours.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Une jeune femme de Loretteville est portée disparue

De la Gaspésie à Montréal pour rechercher sa cousine

CATHERINE HANDFIELD

Stéphanie Pelletier a sillonné les rues de Montréal pour une quatrième journée d'affilée, hier. Armée d'une sacoche remplie de photocopies, elle a placardé d'avis de recherche poteaux et wagons de métro. Son but: retrouver sa cousine Marylin, portée disparue depuis maintenant huit jours.

Stéphanie Pelletier a quitté sa résidence de Gaspésie jeudi pour se rendre seule à Montréal. Elle cherche désespérément Marylin Bergeron, une jeune femme de 24 ans qu'elle considère comme sa sœur.

La police de Québec a lancé un avis de recherche à son sujet la semaine dernière, mais demeure toujours sans nouvelles. Marylin Bergeron a été vue pour la dernière fois au domicile de ses parents, à Loretteville, en banlieue de Québec.

«Elle est partie le matin du 10 février en disant qu'elle allait prendre une marche. Elle n'a rien apporté avec elle, sauf sa carte de crédit», a dit hier Stéphanie Pelletier, atablée dans un café du Quartier latin, les yeux creusés par la fatigue.

La dernière transaction effectuée avec la carte remonte au jour

pendant trois ans. En fait, elle venait tout juste de réaménager dans le domicile familial de Loretteville au moment de sa disparition.

«Sa mère était allée la chercher parce qu'elle n'allait pas bien. Marylin lui a dit qu'elle avait peur, mais n'a pas voulu dire pourquoi.»

«Sa mère était allée la chercher parce qu'elle n'allait pas bien. Marylin lui a dit qu'elle avait peur, mais n'a pas voulu dire pourquoi.»

de sa disparition, dans un café près de l'autoroute 20. La famille croit donc que Marylin Bergeron a pu se rendre à Montréal.

Autre indice qui laisse croire que la disparue se trouve dans la métropole: elle a habité le quartier Hochelaga-Maisonneuve

pendant trois ans. En fait, elle venait tout juste de réaménager dans le domicile familial de Loretteville au moment de sa disparition.

«Sa mère était allée la chercher parce qu'elle n'allait pas bien. Marylin lui a dit qu'elle avait peur, mais n'a pas voulu dire pourquoi.»

qu'elle s'était renfermée», souligne Stéphanie Pelletier.

Le jour de sa disparition, Marylin Bergeron était vêtue d'un long manteau noir avec un capuchon de fourrure, de bottes noires et d'un pantalon de velours gris. Elle mesure 1,70 m et pèse 52 kg.

Toujours sans nouvelles de Diane Grégoire

Par ailleurs, la police de Longueuil recherche toujours Diane Grégoire, cette femme de 51 ans disparue depuis le 31 janvier.

Son mari, Paul Laplante, affirme qu'elle se trouvait aux Promenades Saint-Bruno.

Ce dernier s'est dit prêt à passer au détecteur de mensonges il y a 15 jours. «Nous n'avons toujours pas eu de demandes à cet effet», a dit hier l'avocat Jean-Pierre Rancourt, embauché à titre de porte-parole.

La Fédération canadienne des municipalités presse Ottawa de rendre permanent le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence aux municipalités.

Le gouvernement Harper a récemment annoncé le prolongement du programme jusqu'en 2013. Les municipalités auront alors reçu près de 12 milliards de dollars d'Ottawa. Le porte-parole de la Fédération, le maire de Gatineau, Marc Bureau, a estimé, vendredi, que ce transfert de la taxe sur l'essence doit devenir récurrent, puisqu'il constitue une source de revenus indispensable pour les municipalités canadiennes, dont le déficit global atteint 123 milliards. M. Bureau exige de plus qu'une clause «ascenseur» soit créée afin de protéger ces transferts contre les pressions inflationnistes. La Fédération souhaite que le budget fédéral déposé mardi réponde à ses demandes. Elle incite aussi Ottawa à développer une stratégie nationale du transport en commun, et à clarifier les responsabilités des municipalités dans les secteurs comme le logement abordable et l'itinérance.

La Presse Canadienne

La Presse Canadienne

La Presse Canadienne

EN BREF

Un policier tire sur un voleur

Un agent du Service de police de la ville de Montréal a fait feu sur un voleur, hier matin, dans un dépanneur du quartier Hochelaga-Maisonneuve. L'homme de 22 ans se serait présenté au Couche-Tard adjacent à la station de métro Joliette peu après 9h pour réclamer le contenu du tiroir-caisse. Appelés sur les lieux, les policiers auraient tenté de négocier avec le suspect qui était armé d'un «exacto», mais celui-ci aurait refusé d'obtempérer. Un agent a alors tiré un projectile dans la jambe du suspect. Ce dernier a été transporté à l'hôpital et on ne craint pas pour sa vie. Puisque le SPVM est impliqué dans l'incident, la Sûreté du Québec a pris le relais de l'enquête conformément à la politique ministérielle. Catherine Handfield

Au pas de course dans les tunnels

Près de mille coureurs ont participé hier à la 3^e édition de la course du Montréal intérieur et souterrain. Organisée dans le cadre de l'événement Montréal en lumière, cette compétition originale s'est déroulée sur un parcours de cinq kilomètres. Le coup de départ a eu lieu tôt le matin à la Place Montréal Trust alors que les coureurs ont franchi le fil d'arrivée un peu plus tard au Complexe Desjardins. Mario Girard

Les municipalités veulent un transfert permanent de la taxe sur l'essence

La Fédération canadienne des municipalités presse Ottawa de rendre permanent le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence aux municipalités. Le gouvernement Harper a récemment annoncé le prolongement du programme jusqu'en 2013. Les municipalités auront alors reçu près de 12 milliards de dollars d'Ottawa. Le porte-parole de la Fédération, le maire de Gatineau, Marc Bureau, a estimé, vendredi, que ce transfert de la taxe sur l'essence doit devenir récurrent, puisqu'il constitue une source de revenus indispensable pour les municipalités canadiennes, dont le déficit global atteint 123 milliards. M. Bureau exige de plus qu'une clause «ascenseur» soit créée afin de protéger ces transferts contre les pressions inflationnistes. La Fédération souhaite que le budget fédéral déposé mardi réponde à ses demandes. Elle incite aussi Ottawa à développer une stratégie nationale du transport en commun, et à clarifier les responsabilités des municipalités dans les secteurs comme le logement abordable et l'itinérance.

La Presse Canadienne

Une bonne solution à la confusion des RER.

5,00%^Δ

jusqu'au 1^{er} juin 2008 sur les nouvelles cotisations RER

Un taux extra. Ne tardez pas.

Versez votre cotisation RER avant la date d'échéance du 29 février grâce à l'offre de taux garanti de 5,00 % de la Banque Scotia sur les nouvelles cotisations RER dans un *Maître Compte pour RER*^{MC}.

Puis, rencontrez un conseiller Scotia[®] pour obtenir un deuxième avis sur ce qui convient pour votre portefeuille RER.

Passez à une succursale Scotia dès aujourd'hui.

Vous êtes plus riche que vous le croyez.^{MC}

Banque Scotia[®]

Δ Modalités :

- Terminologie :
 - «période promotionnelle» désigne la période comprise entre le 15 février 2008 et le 1^{er} juin 2008 inclusivement;
 - «solde du *Maître Compte pour RER*» désigne le solde combiné total de tous les comptes *Maître Compte pour RER* détenus par le même client;
 - «nouveau dépôt enregistré» désigne tous les nouveaux fonds déposés dans un *Maître Compte pour RER* d'un client durant la période promotionnelle et qui n'étaient pas en dépôt dans aucun des comptes de ce client au 14 février 2008;
 - «taux extra» désigne un taux d'intérêt de 5,00 % par année.
- Tout nouveau dépôt enregistré détenu dans un *Maître Compte pour RER* nouveau ou existant durant la période promotionnelle touchera des intérêts au taux extra depuis la date du dépôt jusqu'à la fin de la période promotionnelle, sous réserve que le solde du *Maître Compte pour RER* durant la période promotionnelle soit plus élevé que le solde du *Maître Compte pour RER* au 14 février 2008. Si, n'importe quel jour durant la période promotionnelle, le solde du *Maître Compte pour RER* est inférieur ou égal au solde du *Maître Compte pour RER* au 14 février 2008, le taux extra ne sera pas appliqué à tout nouveau dépôt enregistré déposé au *Maître Compte pour RER* du client pour ce jour et le taux d'intérêt standard du *Maître Compte pour RER* en vigueur à ce moment* sera appliqué au total du solde du *Maître Compte pour RER*.
- À chaque jour de la période promotionnelle, les portions du solde d'un *Maître Compte pour RER* qui ne sont pas considérées comme un nouveau dépôt enregistré admissible à toucher des intérêts au taux extra recevront des intérêts au taux standard du *Maître Compte pour RER* en vigueur à ce moment*. Ce taux standard peut être modifié.
- Les intérêts gagnés au taux extra ou au taux standard du *Maître Compte pour RER* durant la période promotionnelle seront calculés quotidiennement et versés le 30 juin 2008.
- Cette promotion peut être modifiée, prolongée ou annulée à la seule discrétion de la Banque Scotia en tout temps et sans préavis.

*2,35 % au 13 février 2008.
 © Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. ^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Le slogan du Bloc décodé



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Les gens sont vraiment méchants pour le Bloc québécois. Oui, d'accord, il est un peu long, leur slogan. Et puis après? Comme disait Fidel Castro, quand c'est intéressant, la longueur n'a pas d'importance.

Après le coup fumant de 2004, «Un parti propre au Québec», il était difficile de faire mieux. L'idée d'appartenance québécoise recoupait brillamment l'idée d'intégrité, au moment fort du scandale des commandites. Comme si on avait mêlé une annonce de loterie («C'est juste au Québec que ça se gagne!») et une pub de Coca Cola («Le goût du vrai!»).

Aux élections de 2006, ils sont tombés de haut avec «Heureusement, ici, c'est le Bloc». Ça manquait un peu d'aventure. Rendu à ce degré de platitude et de pantoufisme, on aurait dû y aller plus franchement avec quelque chose comme «On est-tu ben à' maison?» Trop confortable pour un parti qui veut déménager de pays.

Ils ont donc décidé de se reprendre. Ils nous reviennent, en avant-campagne 2008, avec «Ils vont nous trouver sur le chemin du Québec».

Les puristes noteront une faille apparente. L'expression «trouver quelqu'un sur son chemin» signifie rencontrer un obstacle. Le Bloc («nous») veut être l'obstacle sur le chemin des conservateurs. L'idée étant que seul le Bloc est en mesure de défendre nos intérêts et valeurs du Québec, qu'autrement ces gens-là vont bazarder.

Les bons slogans ne sont pas compris du premier coup. Ils sont évocateurs. Ils font rêver. «Le chemin du Québec»... On se croirait dans une ballade du terroir. «Sur le chemin du Québec, trois grands messieurs j'ai rencontrés, deux à cheval (Harper, Dion) et l'autre à pied (ça, c'est Jack Layton)...»

Mais pour être cet obstacle, il faut aller sur le chemin de l'autre. Or, c'est «sur le chemin du Québec» que se poste le Bloc. Sous-entendu: les conservateurs sont sur le chemin du Québec, ou encore: le Québec est le chemin des conservateurs.

On dira aussi que tout ce qu'ils savent faire, c'est se mettre en travers du chemin. Mais le Bloc a prévu le coup: on peut lire, en plus petits caractères, une phrase explicative: «...pour

défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs». Ils ont l'air de se morfondre dans le fossé en attendant l'action, mais ce n'est qu'une stratégie! En vérité, mesdames et messieurs, ils sont là, l'épée à la main, et dès que l'occasion se présentera, on les verra bondir et défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs!

Quelles valeurs? S'il fallait tout expliquer, il n'y aurait plus de place pour Gilles Duceppe sur l'affiche. Mais on a déjà quelques indices. Ça sent la paix, l'écologie et la défense du vrai monde.

Les bons slogans ne sont pas compris du premier coup. Ils

ne-sais-quoi de récréotouristique et d'agroalimentaire qui me semble, comment dire... porteur électoralement parlant, oui c'est le mot: porteur. Mais non, pas porteur d'eau, porteur tout court. Les gens disent ça dans les colloques et tout le monde hoche de la tête parce que ça se passe d'explications, comme dans «ce nouveau paradigme me semble particulièrement porteur», par exemple.

Plus profondément, et là on voit qu'ils ont engagé des cerveaux avec des paradigmes gros comme ça, ce slogan récupère subtilement le débat sur les accommodements raisonnables, le débat linguistique, des bouts

modements déraisonnables... Tandis que «nous», ça va bien plus loin que le Bloc. Bon, pour l'instant, sur les affiches, pour illustrer le «nous», il n'y a que la photo de Gilles «regardez-moi-bien-dans-les-yeux» Duceppe. D'accord. Mais il représente à lui seul le nous. Quoi? Vous me demandez qui c'est, ce nous? Franchement vous n'êtes pas sérieux! Nous, on sait qui c'est, voyons, nous! Depuis le temps. Nous, c'est nous, c'est la joie de vivre, c'est la solidarité, le dimanche autour de la table, t'as oublié Chopin moi je fais de mon mieux, le tour de l'île, et quoi encore, on n'a pas la place ici pour se dire au complet.

«Ils» nous ont cherché, ils vont «nous» trouver. Connaissez-vous la légende du chien d'or? «Un jour viendra qui n'est pas venu, où je mordrai celui qui m'aura mordu».

Il y a dans ce slogan, vous le voyez maintenant, sous une apparente immobilité un peu naïve, une sorte de suspense. Que va-t-il se

passer quand «ils» vont trouver «nous»?

On n'en peut plus. On veut savoir.

Tout serait presque parfait si ce n'était de ce risque: si les conservateurs prennent la Transcanadienne et que le Bloc reste planté sur le chemin du Roy, ils ne les trouveront pas.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Le maire Claude Gladu sur le gril

La justice informée d'allégations de favoritisme à Longueuil

ÉRIC CLÉMENT

Le procureur général du Québec, qui se penche sur des allégations de conflit d'intérêts concernant le maire de Longueuil, Claude Gladu, a été aussi informé que la Ville de Longueuil a acheté depuis 2002 pour plus de 100 000\$ de produits promotionnels à Image Folie 2000, une entreprise appartenant à la fille de l'adjointe du maire, Marcelle Durette. Interrogé hier, le maire Gladu a dit qu'il n'était pas au courant.

Longueuil a acheté en 2002, 2003, 2004 et 2005 divers articles à Image Folie 2000: des vêtements, des casquettes, du «matériel de bureau», des montres, des couvertures, etc.: pour 8417,41\$ en 2002, 46 165,52\$ en 2003, 27 518,04\$ en 2004, 22 041,92\$ en 2005, soit un total de 104 142,89\$.

Image Folie 2000 était alors située au 790, rue Sainte-Hélène, à Longueuil, à la même adresse que Broderie Rive-Sud. Le ministère de la Justice étudie déjà, à la demande du ministère des Affaires municipales, des achats effectués par Longueuil à Broderie Rive-Sud quand cette entreprise était présidée par le maire Gladu.

Ces achats de 2003, 2004 et 2005 ont totalisé 3461,68\$. Le vendeur inscrit sur une facture obtenue est Claude Gladu Junior, fils du maire. La justice enquête car, au moment des achats, l'actionnaire majoritaire et le président de 2636-2590 Québec Inc (raison sociale: Broderie Rive-Sud) était le maire Gladu.

Or, l'article 304 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités stipule: «Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou l'organisme».

Le plaignant, dont le nom n'apparaît pas dans le document obtenu par La Presse, convient que les contrats obtenus par la firme de M. Gladu ne sont pas «énormes» mais que le principe de la loi «reste le même».

M. Gladu a signé le 6 décembre 2004 un document spécifiant qu'il était conseiller municipal, président de l'arrondissement du Vieux-Longueuil, vice-président du comité exécutif, président de Broderie Rive-Sud et qu'il avait des intérêts dans cette entreprise qui logeait au 790, rue Sainte-Hélène, un édifice que M. Gladu a acheté en 1982.

Or, à cette adresse se trouvait aussi Image Folie 2000, entreprise d'Annick Pontbriand, fille de Marcelle Durette, qui travaille avec le maire depuis plus de 10 ans. Les liens entre l'entreprise dont M. Gladu a été président et M^{me} Pontbriand étaient étroits. M^{me} Pontbriand est d'ailleurs devenue en 2007 la présidente et actionnaire majoritaire de Broderie Rive-Sud.

Depuis 2006, Image Folie 2000 et 2636-2590 Québec Inc sont situées encore à la même adresse, au 601, Le Breton, mais 2636-2590 Québec Inc ne fait plus dans la broderie et la vente d'articles. Ses activités sont maintenant dans l'immobilier. Le fils

du maire est le président de 2636-2590 Québec Inc.

Les achats de Longueuil à Image Folie 2000 se sont poursuivis depuis fin 2005 mais La Presse n'en connaît pas l'importance. Tous ces achats sont légaux puisqu'à moins de 25 000\$, la Ville n'est pas obligée de passer par un appel d'offres. Toutefois,

ils soulèvent une question de morale, selon le chef de l'opposition à Longueuil, M^e Michel Latendresse.

«On est obligé de constater que dans ce dossier, on favorise l'enfant d'une employée proche du pouvoir au détriment des autres payeurs de taxes», dit M. Latendresse.

Revenu de vacances en fin de semaine, le maire Gladu a dit à La Presse, hier, qu'il n'était pas au courant de ces achats, tant ceux concernant Broderie Rive-Sud que ceux faits avec Image Folie 2000.

«Je ne sais pas tout ce qui s'achète à la Ville, dit-il. On fait affaire avec toutes sortes d'entreprises, de préférence à l'intérieur de la ville mais j'ai toujours dit à la Ville de ne pas acheter à mes magasins. J'ai eu des articles de sport pendant 30 ans et je n'en ai jamais vendu à la Ville. Là, on me dit que Broderie Rive-Sud aurait vendu des casquettes à la Fraternité des policiers. Je ne suis pas au courant. L'entreprise était opérée par mon fils.»

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: eric.clement@lapresse.ca



Accord LX 2008*

LOCATION DE 48 MOIS 328\$/MOIS FINANCEMENT AU TAUX DE A L'ACHAT 0,9%

0\$ DE COMPTANT 0\$ DE TRANSPORT ET PREPARATION

1^{ER} PAIEMENT DANS 90 JOURS**

* Photo à titre indicatif. ** En financement à l'achat. Voir tous les détails en succursale.

ON FAIT CE QU'ON PEUT POUR RESTER DISCRET

HONDA DE LAVAL
700 BOULEVARD ST-MARTIN EST, (450) 629-4429





La chef du PQ assistait hier à l'investiture de Monique Richard (en arrière-plan) dans la circonscription de Marguerite-D'Youville, actuellement détenue par le jeune adéquate Simon-Pierre Diamond, âgé de 23 ans.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

L'ex-ministre péquiste Denis Lazure n'est plus

MARIO GIRARD

Denis Lazure, qui a été ministre au sein du premier gouvernement de René Lévesque, est décédé samedi après-midi, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal. Il avait 82 ans et souffrait d'un cancer.

Psychiatre novateur, il avait véritablement amorcé sa carrière politique avec le gouvernement du PQ où, entre 1976 et 1984, il a successivement occupé les postes de ministre des Affaires sociales, de ministre d'État au Développement social et de ministre délégué aux Relations avec les citoyens.

Après avoir déserté temporairement le parti pour des divergences d'opinions avec son chef, René Lévesque, qui flirtait de plus en plus avec l'idée du « beau risque », il avait démissionné du Conseil des ministres en décembre 1984.

Denis Lazure était toutefois revenu à la politique avec l'arrivée de Jacques Parizeau à la tête du PQ. Élu député de Laprairie en 1989 et en 1994, il n'avait pu accéder au Conseil des ministres. Il avait démissionné de nouveau en janvier 1996.

Au cours d'une activité politique tenue hier dans la circonscription de Marguerite-D'Youville, l'actuelle chef du Parti québécois, Pauline Marois, a demandé aux militants rassemblés autour d'elle d'observer une minute de silence à la mémoire de son ancien collègue.

« C'était un psychiatre très audacieux pour son époque, a-t-elle déclaré. Les idées reçues, ce n'était pas pour lui. Je me souviens de jours où ça brassait pas mal au ministère de la Santé et des Services sociaux. »

L'ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Gilles Rhéaume, a bien connu Denis Lazure. Il a été l'un de ses conseillers au moment où le psychiatre dirigeait le ministère de la Santé. « C'est le plus grand indépendantiste que j'ai côtoyé au cours des 40 dernières années, dit-il. Il faisait partie de ceux pour qui il était urgent de faire l'indépendance. On vient de perdre un bâtisseur du Québec moderne. »

Avant de faire de la politique active, Denis Lazure a étudié à l'Université de Montréal, où il fut reçu docteur en médecine. Il s'est ensuite spécialisé en psychiatrie à l'Université de Pennsylvanie.

Après l'avoir fondé, il a dirigé le département de psychiatrie infantile de l'hôpital Sainte-Justine de 1957 à 1969.

Denis Lazure a aussi été professeur de psychiatrie à l'Université de Montréal. Il procéda également à l'organisation des services de santé mentale pour les gouvernements du Québec, de l'Ontario et du Manitoba, en plus d'être président de l'Association des psychiatres du Canada en 1966 et 1967.

M. Lazure a été directeur général de l'hôpital Rivière-des-Prairies de 1969 à 1975, puis de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine en 1975 et 1976.

Il a plus tard été nommé président-directeur général de l'Office des personnes handicapées de 1996 à 1999. À la fin des années 90, il a présidé le Comité d'appui aux orphelins de Duplessis. Depuis 1999, il était psychiatre clinicien à l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine.

— Avec La Presse Canadienne

RAPPORT CASTONGUAY

Marois hésite à se mouiller

MARIO GIRARD

Cinq jours après le dépôt du rapport Castonguay, Pauline Marois se fait prudente au moment de commenter le controversé document. Si elle lui reconnaît de grandes qualités, la chef du PQ refuse d'ouvrir trop facilement la porte au privé.

« Je trouve que c'est un excellent rapport dans beaucoup de ses aspects, a dit M^{me} Marois. Cependant, je trouve que les distances qu'a prises Michel Venne sont pertinentes. »

Présenté mardi dernier, le rapport Castonguay sur l'avenir des soins de santé au Québec a, en plus du public et des partis politiques, divisé ses trois auteurs. L'un d'eux, le péquiste Michel Venne, a clairement exprimé sa dissidence face à ce rapport qui fait une certaine place aux sociétés privées.

M^{me} Marois se dit particulièrement interpellée par les recommandations touchant l'amélioration de la productivité et la prévention. « Je crois qu'il y a des propositions très sérieuses et très intéressantes », dit-elle.

Dans les jours qui ont suivi le dépôt du rapport, Pauline Marois a, plus d'une fois, précisé que la paternité de ce rap-

port appartenait dorénavant au gouvernement de Jean Charest. Mais hier, alors qu'elle assistait à l'investiture de sa camarade Monique Richard dans la cir-

conscription de Marguerite-D'Youville, la chef du PQ a exprimé une autre opinion.

« Si ce gouvernement désirait vraiment faire avancer ce dossier et appliquer ce rapport dans certaines de ses parties, peut-être pourrait-il parler aux partis de l'opposition pour connaître leur point de vue », a-t-elle déclaré.

Pauline Marois a été renversée

une chose comme celle du gouvernement de M. Charest, c'est-à-dire d'affirmer sur un ton jovialiste qu'il n'y a pas de problèmes linguistiques à Montréal. »

En attendant la tenue de ce conseil, le Parti québécois songe à la position qu'il entend prendre lors du prochain budget provincial. « Mon objectif n'est pas de faire tomber le gouvernement, mais que les Québécois aient des réponses à leurs besoins », a dit M^{me} Marois.

Le dossier de l'indépendance du Kosovo intéresse au plus haut point la chef du PQ. Elle se dit très déçue par l'attitude du gouvernement fédéral dans ce dossier. « Je ne sais pas s'il faut faire un parallèle avec le Québec, mais je trouve que c'est odieux d'agir de cette façon à l'égard d'un peuple qui a choisi sa liberté. Il me semble que le droit à l'autodétermination, ça existe au niveau international. »

Monique Richard dans Marguerite-D'Youville

Pauline Marois était heureuse de présenter hier celle qui défendra maintenant les couleurs du PQ dans la circonscription de Marguerite-D'Youville, Monique Richard. Éluë à la Centrale des syndicats du Québec de 1999 à 2003, M^{me} Richard a été nommée présidente du Parti québécois en 2005.

Appuyée par quelques députés, dont Pierre Curzi, Sylvain Simard, Bernard Drainville et Camil Bouchard, Monique Richard se fixe comme objectif de faire de cette circonscription un bastion péquiste.

Cette circonscription est actuellement détenue par le très jeune adéquate Simon-Pierre Diamond, 23 ans, qui a battu le candidat du PQ Sébastien Gagnon par plus de 2500 voix lors des élections générales de mars 2007.

« Je n'ai jamais vu de ma vie un rapport être déposé le matin et être mis à la poubelle trois heures plus tard. C'est pourtant ce qu'a fait Philippe Couillard. »

de voir le type de traitement que le gouvernement provincial a réservé au rapport. « C'est assez exceptionnel, a-t-elle dit. Je n'ai jamais vu de ma vie un rapport être déposé le matin et être mis à la poubelle trois heures plus tard. C'est pourtant ce qu'a fait Philippe Couillard. »

L'ancienne ministre de la Santé reconnaît que le système de santé québécois a besoin de connaître une réforme. « C'est vrai qu'il faut que ça brasse un peu dans ce réseau pour qu'on travaille mieux ensemble et que nos ressources soient mieux utilisées », a-t-elle dit.

Devant plusieurs dizaines de militants réunis dans un centre communautaire de Sainte-Julie hier midi, Pauline Marois a partagé quelques états d'âme. « Je suis heureuse d'être votre chef même si parfois, je peux vous le dire, je ne trouve pas cela toujours facile. »

Le PQ jettera très bientôt lors d'un conseil national les bases de sa prochaine plateforme. Pauline Marois souhaite que celle-ci inclue des idées en matière linguistique et d'intégration des nouveaux Québécois. « On ne dira pas

REPORTAGE PUBLICITAIRE



Magazine Domus
25^e anniversaire

UN MAGAZINE SPÉCIAL
À NE PAS MANQUER!

LE MERCREDI 27 FÉVRIER
DANS LA PRESSE

3537906

LE COMBAT DES LIVRES

Dès aujourd'hui et jusqu'au 29 février, avec Bernard Landry, Sophie Faucher, Nicolas Langelier, Anne Lagacé Dowson et Serge Denoncourt.

CHRISTIANE
CHARETTE
9h

Réalisation : Bruno Guglielminetti



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/christiane

Koutouзов n'est pas prêt



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Rangez les pancartes, les autobus et les avions, les élections fédérales vont attendre. Ou, si vous préférez les métaphores «dionésiennes»: Koutouзов n'est pas prêt. Vous vous souvenez du général Koutouзов, l'inspiration du chef libéral? Il s'agit de ce général russe qui avait laissé s'enfoncer Napoléon et son armée dans son pays en brûlant préventivement toutes les villes, privant la Grande Armée de refuge et de ravitaillement et la condamnant ainsi inexorablement aux rigueurs de l'hiver.

Un jour, Napoléon, à la tête d'une armée épuisée, a ordonné le repli. C'est ce moment qu'attendait Koutouзов pour attaquer par derrière. Pour Stéphane «Koutouзов» Dion, toutefois, le moment n'est pas encore venu, selon diverses sources libérales fiables.

À moins, donc, que le chef libéral soit un sacré bluffeur, ses troupes laisseront passer le budget conservateur, présenté demain à Ottawa.

Après avoir permis au gouvernement minoritaire de Stephen Harper de survivre à un discours du Trône, à deux budgets et à la prolongation de la mission en Afghanistan, M. Dion joue gros en laissant, encore une fois, les troupes conservatrices s'avancer

davantage dans leur premier mandat.

Depuis quelques semaines, Stéphane Dion envoie tous les signaux d'une retraite annoncée (ou d'une attente prolongée, pour rester dans l'esprit de Koutouзов).

Il a d'abord dit qu'il laissera passer le budget à moins que celui-ci soit vraiment «nocif» pour le Canada.

Puis, le chef libéral a rappelé

Koutouзов attendait l'hiver, le froid, Stéphane Dion attend que le temps fasse son œuvre et érode les positions du Parti conservateur. Il attend, convaincu que les Canadiens finiront par le comprendre, par l'aimer, par l'adopter.

que des élections coûtent plus de 300 millions de dollars, ce qui est vraiment le dernier (et le pire) argument pour cacher le fait que l'on n'est pas prêt. Enfin, il a ajouté qu'il faut respecter la volonté des Canadiens qui ont, après tout, choisi ce gouvernement.

Difficile de faire tomber le gouvernement après avoir dit tout ça. Aussi bien alors le laisser gouverner jusqu'en octobre 2009, comme prévu par la loi. M. Dion, qui revient d'une virée à travers le pays, aurait été sensible, dit-

on, aux commentaires de nombreux Canadiens qui ne veulent pas d'élections maintenant.

Il faut dire qu'au moins la moitié de son caucus n'est pas prête à partir en guerre maintenant. Il faut dire que Bob Rae, le lieutenant le plus influent qui place patiemment ses pions au sein du Parti libéral depuis un an, insiste lourdement pour que la campagne n'ait pas lieu maintenant. M. Rae n'est pas pressé; il sera vraisemblablement élu député le 17 mars dans une élection partielle à Toronto et, à partir de ce moment, son influence sur le caucus ne sera que plus grande. Koutouзов va devoir vivre avec sa belle-mère sous la même tente.

Mais Koutouзов, lui, savait ce qu'il attendait – l'hiver – qui finirait nécessairement par arriver, prenant l'ennemi par surprise.

est aujourd'hui. Les miracles, c'est comme la chance aux cartes: on ne peut pas l'expliquer, mais on y devient vite accro.

M. Dion est aussi mû par une naïveté aussi noble et sincère pour ses rares partisans que décourageante pour ses détracteurs. Koutouзов attendait l'hiver, le froid, Stéphane Dion attend que le temps fasse son œuvre et érode les positions du Parti conservateur. Il attend, convaincu que les Canadiens finiront par le comprendre, par l'aimer, par l'adopter. Ils finiront aussi par voir toute l'ignominie du gouvernement conservateur. Autrement dit, pour citer une source libérale: «Pour le moment, on s'assoit dessus et on attend».

Le seul petit problème avec cette théorie, c'est qu'il est

rechange quand on s'abstient à chaque occasion de le faire tomber.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Stéphane Dion n'a pas l'«instinct du tueur». Stéphane Dion aurait dû apprendre cela de son ancien patron, Jean Chrétien.

Parlant de M.M. Chrétien et Dion, une anecdote qui résume bien la personnalité opposée des deux hommes.

Printemps 1997, Jean Charest, alors chef conservateur, gagne du terrain au Québec, au détriment des libéraux. Jean Chrétien demande donc à Stéphane Dion d'aller faire campagne à Sherbrooke, question de harceler le chef conservateur dans ses terres.

– Non, répond M. Dion, je n'irai pas me battre contre un fédéraliste.

– Tu comprends pas, Stéphane, c'est pas une affaire de fédéralistes contre souverainistes, réplique un conseiller de M. Chrétien. Charest gagne du terrain, faut répliquer!

Mais Stéphane Dion avait tenu son bout: pas question de se battre contre un fédéraliste!

La pugnacité, le goût de la bataille ne sont pas les points forts des intellectuels, mais que Stéphane Dion le veuille ou non, on ne peut pas toujours attendre que l'ennemi se batte tout seul.

On ne peut pas toujours attendre qu'il soit en déroute pour l'attaquer dans le dos.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
vincent.marissal@lapresse.ca



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

À la veille du dépôt du budget, le président de la FTQ Michel Arsenault a lancé un appel au gouvernement.

La FTQ demande au gouvernement d'intervenir dans la crise manufacturière

MARIO GIRARD

À quelques heures du budget fédéral, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) demande au gouvernement de Stephen Harper d'envisager d'importantes mesures afin de contrer l'actuelle crise manufacturière.

«Le Québec a perdu pas moins de 150 000 emplois et le Canada 350 000 dans les secteurs forestiers et manufacturiers depuis la fin de 2002. Et nous ne sommes même pas encore en récession», a déclaré le président de la FTQ, Michel Arsenault, par voie de communiqué.

Le leader syndical souhaite que le gouvernement s'intéresse de près au programme d'assurance emploi, ainsi qu'à la création d'un programme d'aide aux travailleurs âgés. «La caisse d'assurance emploi est toujours en surplus de 57 milliards de dollars. Le fédéral a les moyens et l'obligation morale d'aider les travailleurs frappés par la crise», a dit M. Arsenault.

La hausse importante du dollar canadien pose divers défis à certains secteurs. Michel

Arsenault déplore l'indifférence du gouvernement face à ce problème. «Le gouvernement semble s'être lavé les mains des problèmes créés par la spéculation sur le dollar canadien. Il faut aider nos entreprises à s'ajuster au nouveau contexte et à encaisser le choc. Le Canada ne se résume pas à l'Alberta.»

Le président de la FTQ a profité de l'occasion pour souligner l'idée mise de l'avant par le Congrès du travail du Canada et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada d'utiliser les investissements publics en infrastructures et en transports en commun pour contribuer au développement des entreprises canadiennes.

«Aux États-Unis, les règles du Buy America Act exigent que l'assemblage final se fasse aux États-Unis et que 60% des composantes soient de fabrication américaine. C'est également le cas d'autres pays, mais pas au Canada où le financement par le gouvernement fédéral de projets d'infrastructures n'est pas assorti d'une politique assurant un minimum de retombées positives sur l'économie canadienne», a conclu Michel Arsenault.

ACTUEL
TENDANCES
Tous les jours dans **LA PRESSE**

PARTONS!
VACANCES VOYAGE
Tous les mercredis et samedis dans **LA PRESSE**

Il était une fois, des milliers de familles...



qui n'avaient pas une protection incendie adéquate.

Pour se conformer à la Loi sur la sécurité incendie, Montréal doit faire l'embauche d'au moins 500 nouveaux pompiers. Des études l'ont démontré.

La Ville s'apprête à présenter son Schéma de couverture de risques en sécurité incendie qui prévoit seulement 101 nouveaux pompiers sur les cinq prochaines années.

Pourtant, l'Administration Tremblay-Zampino a maintes fois déclaré que la sécurité des citoyens n'avait pas de prix.

Voulez-vous dormir tranquille ?

Demandez à vos élus pourquoi la Ville change d'idée et joue avec votre sécurité.

Demandez leur pourquoi l'Administration Tremblay-Zampino fait la girouette.

101 pompiers au lieu de 500, ce n'est pas suffisant.

Surveillez l'annonce de l'audience publique et faites valoir votre opinion. Ce message d'intérêt public a été retenu et payé par l'Association des Pompiers de Montréal. Nos revendications? Votre protection.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

LES GRANDS CONSTRUCTEURS

un cahier spécial sur l'immobilier



le mercredi 27 février dans *La Presse*

Les indépendantistes québécois vus de l'étranger

CATHERINE HANDFIELD

Saviez-vous que « Québec et les provinces nordiques embêtent périodiquement le gouvernement canadien avec l'indépendance » ? Qu'« Ottawa n'accepterait jamais que Québec se proclame indépendant » ?

Pour avoir lu ces perles, il aurait fallu suivre de près la presse internationale au cours des derniers jours.

Des médias du monde entier ont profité de la proclamation d'indépendance du Kosovo pour expliquer la situation du Québec à leurs lecteurs. Les 25 articles compilés la semaine dernière par Influence communication sont parfois farfelus, parfois révélateurs.

Mais ils nous en apprennent long sur la perception de l'étranger du mouvement séparatiste québé-

cois. Prenez le journal mexicain *Reforma*. L'éditorialiste compare l'attitude des gouvernements aux prises avec un mouvement séparatiste en vantant l'ouverture d'Ottawa. « Le Canada, par exemple, a reconnu implicitement le

Des médias du monde entier ont profité de la proclamation d'indépendance du Kosovo pour expliquer la situation du Québec à leurs lecteurs.

droit de la province du Québec à l'indépendance si la majorité des Québécois répondaient à l'affirmative lors d'un référendum. »

Cet auteur semble oublier que le premier ministre de l'époque, Jean Chrétien, a affirmé qu'il n'aurait pas accepté une déclara-

tion d'indépendance du Québec après une courte victoire du Oui. Il semble aussi oublier le jugement de la Cour suprême de 1998, qui a statué qu'une déclaration unilatérale d'indépendance par Québec serait illégale.

Cette tendance à l'idéalisation du Canada est partagée par d'autres observateurs. « Selon la perception internationale, il n'y a pas de répression ou de persécution dans le cas du Québec et du Pays basque », écrit un éditorialiste indonésien du *Jakarta Post*.

La lenteur de Harper

LA chose qui a fait le plus parler : le fait que le gouvernement fédéral de Stephen Harper n'ait toujours pas reconnu le Kosovo. Chacun y est allé de son explication.

« La proclamation unilatérale d'indépendance du Kosovo donne des maux de tête au Canada, qui doit trouver une manière de reconnaître le nouvel État sans donner un essor aux séparatistes de la province du Québec », écrit le *Times of Oman* (pays de la péninsule arabique).

« Reconnaître le Kosovo ouvrirait la porte aux accusations d'avoir deux normes, puisque Ottawa n'accepterait jamais une pareille déclaration du gouvernement du Québec », conclut l'éditorialiste.

Le dilemme d'Ottawa est analysé de manière semblable dans

d'autres journaux. « Le Canada a raison de s'inquiéter pour le Québec », écrit *l'Investor's Business Daily*, journal américain.

« De nombreuses nations s'inquiètent des dérives d'une telle décision comme le Canada avec le Québec, ou la Chine avec Taiwan », a écrit *l'Humanité Dimanche*, magazine dominical du PC français.

Certains observateurs semblaient... plutôt confus. Dans un article du quotidien des Philippines *The Manila Times*, un journaliste énumère les mouvements séparatistes du monde, arguant qu'il y en avait « trop », tout simplement.

« Québec et les provinces nordiques embêtent périodiquement le gouvernement avec l'indépendance », écrit-il.

Où sont les provinces nordiques? Mystère!



Aucun paiement pendant 90 jours*

0 \$

Comptant à la location

0,9%

Taux de financement à l'achat sur les modèles sélectionnés

0 \$

Transport et préparation inclus à la location

et

Remise de 1000 \$**

Prime d'encouragement à l'économie de carburant du gouvernement du Canada

Prix de location à partir de

Civic DX
manuelle
2008

198 \$*

par mois/60 mois



Berline Civic EX-L 2008 illustrée

Prix de vente à partir de

Fit DX
manuelle
2008

14 980 \$*



Fit Sport 2008 illustrée

honda.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez honda.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

Évitez les douanes



HONDA

* Les offres de location-bail sont faites par Honda Services Financiers Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2008 mentionnés ci-dessus. Période de location de 60 mois. Pour le véhicule, est (identifié : a) le montant initial requis ou échange équivalent, b) le paiement mensuel, c) le montant au terme de la location. Berline Civic DX manuelle 2008 (modèle FA1528EX) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 880 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. P.D.S.F. sur la FITDX manuelle 2008 (modèle G03728E) neuve. Financement FIT DX 2008 et Civic DX 2008 : 0,9 % pour 36 mois. Taux de location Civic : 1,5 % pour 60 mois. Une contribution du concessionnaire peut être requise. ** L'offre « Aucun paiement pendant 90 jours » s'applique sur les offres de financement à l'achat sur tous les nouveaux modèles 2007 et 2008 et sur les véhicules d'occasion certifié Honda achetés et livrés au plus tard le 29 février 2008. Offre en vigueur par l'entremise des Services Financiers Honda sur approbation de crédit seulement. Les mensualités sont différées pendant 90 jours. Les contrats seront prolongés en conséquence. Les intérêts (le cas échéant) ne seront pas ajoutés au cours des 60 premiers jours du contrat. Après 60 jours, les intérêts (le cas échéant) commenceront à être ajoutés et l'acheteur devra payer le capital et les intérêts mensuellement jusqu'au terme du contrat. Transfert et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Photos à titre indicatif. ** Vous pourriez être éligible au Programme de remise écoAUTO du gouvernement du Canada. Pour plus d'information, visitez www.ecoaction.gc.ca. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

Kosovo Manifestation devant le consulat américain à Montréal



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Près de 200 Canadiens d'origine serbe se sont rassemblés hier à Montréal devant le consulat américain pour protester contre la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. Ils ont reproché aux États-Unis, à la France et à l'Allemagne d'avoir appuyé la déclaration d'indépendance du Kosovo, qui s'est séparé de la Serbie la semaine dernière. L'organisatrice de la manifestation montréalaise, Diana Todic (à droite sur notre photo), a estimé que les droits démocratiques de la Serbie avaient été violés. Quelque 800 protestataires serbes ont également manifesté à Vancouver, hier, tandis que 2000 personnes ont fait de même samedi à Toronto. D'autres manifestations sont prévues la fin de semaine prochaine à Ottawa, Edmonton et Calgary. — Catherine Handfield avec La Presse Canadienne

PRÉCISION

Il s'est glissé une erreur dans le tableau sur le nombre de plaintes déposées contre les compagnies aériennes à l'Office des transports du Canada, publié en page A4 samedi. En 2006, il y a eu 26 plaintes contre Air Transat, et non deux. Nos excuses.

MAUX DE DOS CHRONIQUES



« Après 30 ans, j'ai enfin une meilleure qualité de vie »

Une autre histoire vécue...

Québec – « Mon problème a débuté il y a 30 ans, mais c'est seulement voilà 10 ans qu'on m'a diagnostiqué une hernie discale. Alors on m'a opérée, mais cela a été temporaire. Comme la décompression neurovertébrale c'était de l'inconnu, c'est sûr qu'au début, j'étais un peu résistante. Les résultats sont très satisfaisants : je dors mieux, je fais de la natation et de la marche sans ressentir de la douleur comme avant. J'ai maintenant une qualité de vie meilleure. »

Shirley Guénette, Québec

Pour information et rendez-vous à Montréal :
Téléphone : 514-382-0123

- Montréal
- Québec
- Toronto



www.cancer.ca/relais | 1 888 939-3333



La force du nombre

Plus de 60 relais partout au Québec en mai et juin

Le Relais pour la vie de la Société canadienne du cancer est plus qu'un événement de collecte de fonds. C'est l'occasion de rassembler votre famille et vos amis afin de **célébrer** les survivants du cancer, de **rendre hommage** aux êtres chers qui ont perdu leur combat et de **lutter** contre cette terrible maladie.

Venez marcher avec nous pendant cet événement de nuit inspirant qui dure 12 heures et qui nous réunit afin d'amasser des fonds pour en finir avec le cancer.

Joignez-vous au plus important événement relié au cancer dès aujourd'hui.



célébrer

rendre hommage

lutter

Aujourd'hui

La mondialisation : danger ou opportunité pour la culture québécoise?

MAISONNEUVE

11 h 30

Réalisation: Lucie Benoit

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/maisonneuve



SUR CYBERPRESSE.CA

RELÂCHE

Vous cherchez un endroit pour jouer dehors durant la relâche? Consultez nos suggestions sur cyberpresse.ca/relache

ÉCHANGES

À la veille de la date limite des transactions dans la LNH, faites notre quiz les échanges du Canadien sur cyberpresse.ca/echanges

AUTO

Le constructeur Ford offre des voitures pour tous les goûts et tous les portefeuilles. Notre dossier sur monvolant.ca/vedette

20 000 \$

de CINÉMA à GAGNER!

Écoutez...

7 h 35 JUSTE POUR LE FUN



11 h 35 MIDI MORENCY



16 h 35 LES JUSTICIERS MASQUÉS

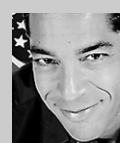


ckoi.com
96,9 FM

Plus de hits, plus de fun!

Une station de radio **107.5** QUÉBEC

NOS BLOGUES



RICHARD HÉTU

Ainsi parla Hillary Clinton

« J'aimerais remporter le Texas, mais l'État ne fait pas habituellement partie du calcul électoral du candidat démocrate à la présidence. »

Lisez la suite sur cyberpresse.ca/milano

La contrebande de cigarettes est devenue incontrôlable

CONTREBANDE

suite de la page A1

Par comparaison, un document du ministère des Finances de novembre dernier estime qu'au plus fort de la contrebande au début de 1993, 65 % des cigarettes consommées au Québec provenaient de la contrebande. Entre 1990 et 1994, Québec a perdu en taxe sur le tabac environ 1,3 milliard de dollars. C'est à ce moment que Québec et Ottawa avaient considérablement réduit les taxes spécifiques; on passait de 13,76 \$ à 2,76 \$ de taxes provinciales sur une cartouche au Québec. Ottawa réduisait ses droits de 10 \$ la cartouche au même moment.

L'escouade ACCES tabac a vu son budget triplé, passant à 9,4 millions en 2008. Le groupe a fait 6000 inspections au cours de la dernière année, et fait appliquer une loi qui a plus de dents depuis l'an dernier – les amendes ont augmenté de 50 % et la

« On n'a que 10 doigts pour colmater 11 fuites. »

simple possession de tabac de contrebande est une infraction. En 2006-2007, cette escouade avait fait imposer 1,2 million de dollars en amendes et obtenu 207 condamnations. Du 1^{er} avril 2007 au 1^{er} octobre, on avait déjà 307 condamnations, pour 9,2 millions de dollars en amendes.

La baisse de consommation du tabac conjuguée à la contrebande amènera une nouvelle baisse des revenus pour Québec dans le prochain budget que compte déposer, avant Pâques, la ministre des Finances. Les fonctionnaires sont depuis quelques semaines déjà à pied d'œuvre pour être prêts pour le 18 mars, si les négociations avec l'ADQ et le PQ se déroulent sans anicroche imprévue.

Depuis l'automne dernier, on a jonglé au Revenu et aux Finances avec une série de scénarios pour juguler l'augmentation de la contrebande, des pistes qui deviendraient rapidement impraticables.

L'automne dernier, le ministre Jean-Marc Fournier avait fait obstacle aux questions acérées de l'ADQ à ce sujet. Il est d'autant plus embarrassé que la réserve mohawk d'Akwesasne, qui che-

vauche la frontière américaine et ontarienne, se trouve dans sa circonscription de Châteauguay. Avec son collègue responsable des Autochtones, Benoit Pelletier, il a envisagé l'idée de retourner une partie de la taxe de vente sur le tabac aux communautés autochtones pour les inciter à la prélever.

Toutefois, imposer une taxe sur les réserves est impossible pour le gouvernement, et même si les commerçants autochtones s'y pliaient, la réduction de l'écart entre le prix de la cartouche dans un dépanneur et le prix sur la réserve réduirait rapidement le chiffre d'affaires des Mohawks.

Dans l'industrie du tabac, on ne fait que constater l'augmentation de la contrebande, en dépit de la baisse de consommation. « Les conteneurs de tabac arrivent des États-Unis à Akwesasne et ressortent en cigarettes sur le marché ontarien et québécois », observe Jean-Thomas Dorval, d'Impérial Tobacco. Si quelque chose a changé depuis un an, « c'est que désormais, les Maritimes sont aussi frappées par la contrebande », observe-t-il.

Dans les ministères chargés de trouver une solution, on a déclaré forfait. « On n'a que 10 doigts pour colmater 11 fuites », laisse-t-on tomber. Aux Finances, on avait pensé contrôler le papier ou les filtres destinés à la production de cigarettes, pour s'apercevoir rapidement que plusieurs pays en fabriquent et qu'il serait difficile d'en contrôler le commerce.

Puis, on a tenté avec succès de dissuader les producteurs québécois de tabac de poursuivre dans cette voie. Sur 57 producteurs actifs, surtout dans la région de Joliette, en 2004, il n'en restait que quatre à l'été 2007, indique l'état de situation préparé par les Finances, en novembre 2007. Si le tabac produit au Québec ne se retrouve plus sur le marché de contrebande, il en va tout autrement de la production ontarienne, frappée elle aussi par la baisse de la consommation. Elle est aussi transformée à Akwesasne, pour être vendue dans les commerces québécois.

Québec a aussi voulu régir le transport du tabac sur les routes. Or, tout autant que l'Ontario et les États-Unis, les pays d'Afrique s'avèrent être des producteurs importants de tabac illicite. Au port de Montréal, le contenu de moins de 3 % des conteneurs est inspecté, rappelle-t-on.

Avec la collaboration de William Leclerc



Infiniti EX35 599\$ / mois. Location 48 mois.¹

De la musique pour les oreilles



INFINITI LAVAL

305, boul. Saint-Martin Est 450-668-1650 514-382-8550 www.autogouverneur.com



INFINITI.

L'éclipse totale de lune en cinq temps



PHOTOMONTAGE BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Ce montage a été réalisé lors d'une prise de vue étalée sur plus de 4 heures. La photo de la ville de Montréal a été prise du pont Jacques-Cartier à la hauteur de l'île Sainte-Hélène vers 19 h 45. Les autres étapes de l'éclipse lunaire ont été prises à 20 h 43, 21 h 30, 22 h 20 pour l'éclipse totale, 23 h et 23 h 50. L'appareil utilisé est un Nikon D3 avec un objectif Nikon 70-200mm F2.8 pour la ville, exposition 1/4 sec F4.0 (100 ISO), et un objectif zoom Nikon 200-400mm F4.0 avec un doubleur de focale pour la lune. L'exposition variait de 1/250 F8.0 (100 ISO) au début de l'éclipse à 1/4 F8.0 (800 ISO) lors de l'éclipse totale. La prochaine éclipse totale de lune se produira le 21 décembre 2010.

EN BREF

Les cimetières militaires marins, un cauchemar appréhendé

Un spécialiste de la neutralisation des bombes de la marine américaine à la retraite affirme que le Canada pourrait être au bord d'un « cauchemar écologique », alors que les substances chimiques et explosives des cimetières militaires marins se répandent dans l'eau. Jim Barton, technicien en chef de l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions de la marine américaine entre 1975 et 1999, estime que le temps commence à manquer pour nettoyer les fonds des lacs, rivières et océans canadiens recouverts de centaines de milliers d'armes jetées au rebut. Selon une liste établie en avril dernier par le ministère de la Défense, 92 des 731 sites sous-marins canadiens pourraient être chargés de munitions explosives non explosées, ou UXO, abréviation utilisée au sein des cercles militaires. - La Presse Canadienne

La meilleure eau de robinet se boit à Clearbrook, en C.-B.

Un village de la vallée du fleuve Fraser, en Colombie-Britannique, offre à ses résidents la meilleure eau potable qui soit, ont estimé les membres du jury du Berkeley Springs International Water Tasting, samedi en Virginie-Occidentale. Le jury, composé de 10 journalistes et critiques en alimentation, a goûté aux eaux de robinet, pétillantes et en bouteille de 19 États américains et pays, dont le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, la Macédoine et les Philippines. Le village de Clearbrook, en Colombie-Britannique - qui est maintenant amalgamé à la ville d'Abbotsford -, a partagé le premier prix pour l'eau de robinet avec le Metropolitan Water District of Southern California, qui dessert Los Angeles. - Associated Press

Le responsable d'un refuge meurt en honorant Dan Bigras

Le chanteur Dan Bigras est bouleversé par la mort du responsable d'un refuge de sans-abri de Saguenay, qui a été terrassé sous ses yeux par une crise cardiaque, vendredi soir, à Chicoutimi. Sylvain Plourde s'est effondré sur scène au cabaret L'Opéra, au moment où il rendait hommage à l'auteur-compositeur interprète. Il remettait une plaque au chanteur, engagé depuis longtemps dans le financement de l'organisme Le Refuge à Montréal. Étreint par l'émotion devant Dan Bigras, l'homme s'est soudainement écroulé. M. Plourde a pu être réanimé à deux reprises avant son transport à l'hôpital, mais il n'a pas survécu. Croyant que la vie du directeur était sauve, Dan Bigras a donné son spectacle en lui dédiant sa prestation. Il a appris la nouvelle de son décès par la suite. - La Presse Canadienne

GOÛTEZ INTÉGRALEMENT LES PLAISIRS DE L'HIVER.

IMPREZA 2.5i 4 PORTES 2008
PRIX DE LOCATION

249 \$ *
/24 MOIS
Taxes en sus

IMPREZA 2.5i 5 PORTES 2008
PRIX DE LOCATION

259 \$ **
/24 MOIS
Taxes en sus

QUELQUES POINTS FORTS

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante
- Moteur SUBARU BOXER 2,5 litres
- 170 chevaux de puissance
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Chaîne audio AM/FM avec lecteur CD/MP3/WMA
- Et beaucoup plus

Traction intégrale

SUBARU

L'impeccable ingénierie japonaise www.imprezaenvy.com

« Top Safety Pick » ~ **Impreza 2008** avec contrôle de stabilité électronique.
Catégorie : Petite berline - L'Institut des assureurs américains (www.iihs.org)

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

| | | | | | | |
|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JÉRÔME | SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY | SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS | SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES | JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU | LACHUTE SUBARU BROWNSBURG | JOLIETTE SUBARU JOLIETTE |
| CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL | SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX | SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE | SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK | SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL | CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY | |

Résultats des tirages du : 2008-02-24

| | | |
|---|--|---|
| <p>Quotidien</p> <p>220 4708</p> | <p>BANCO</p> <p>03 07 09 12 27 29 32 36 37 44 48 49 52 55 56 58 62 64 65 67</p> | <p>Triplex</p> <p>26 29 35 39 40</p> |
|---|--|---|

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 4874912
29 JANVIER 64 LION

Résultats des tirages du : 2008-02-23

| | | |
|--|--|--|
| <p>649</p> <p>04 14 20 31 32 42</p> <p>GAGNANTS</p> <p>6/6 1 14 578 521,00 \$ 5/6+c 5 83 414,80 \$ 5/6 135 2 552,10 \$ 4/6 8 885 73,40 \$ 3/6 169 005 10,00 \$ 2/6+c 125 630 5,00 \$</p> <p>Ventes totales : 20 365 250 \$ Prochain gros lot (approx.) : 3 500 000 \$</p> | <p>18 compl.</p> <p>49</p> <p>02 08 12 23 32 42</p> <p>GAGNANTS</p> <p>6/6 0 2 000 000,00 \$ 5/6+c 1 75 000,00 \$ 5/6 24 750,00 \$ 4/6 1 177 75,00 \$ 3/6 17 540 10,00 \$ 2/6+c 13 630 5,00 \$</p> <p>Ventes totales : 846 251,00 \$</p> | <p>04 compl.</p> <p>8518889</p> |
|--|--|--|

50 LOTS DE 1 MILLION \$!

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

*Pour le modèle Impreza 2.5i 4 portes 2008 (8F1BP) : paiements mensuels basés sur un bail de 24 mois. 0\$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 157,89 \$ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 413,63 \$ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15 c de km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru distributeur. Offres valables jusqu'au 29 février 2008. L'offre pour les Impreza est une offre régionale. - La Impreza 2008 s'est mérité la cote « Bonne » pour la protection en cas d'impact frontal, latéral et arrière dans la catégorie « Petite berline ». La cote « Bonne » est la plus élevée attribuée par l'Institut des assureurs américains (IIHS) lors des essais d'impact individuels. La cote « Bonne » ainsi que l'option de contrôle de stabilité électronique (ESC) sont nécessaires pour être qualifié « Top safety pick ». (www.iihs.org) \$Cette offre ne vise que les véhicules suivants : Legacy, Outback et Tribeca 2008. + L'engagement de Subaru Canada relativement au prix est basé sur des programmes nationaux et est en vigueur jusqu'au 1^{er} mars 2008. Exemple de location pour le modèle Outback 2008 2.5i (8D1BP) : paiement mensuel de 353,43\$ (taxes en sus) basé sur un bail de 24 mois, comptant 4 995 \$ (taxes incluses) ou échange équivalent, 0 \$ de dépôt de sécurité et taxes applicables payables au début de la période de location. Le taux nominal de location de 0,5 % est applicable. Le montant total exigé avant le début la période de location est de 5 471,75 \$ (taxes incluses). L'obligation totale du consommateur est de 13 477,80 \$. 20 000 km par année, 15 c de km excédentaire. Transport, préparation, immatriculation (prix varie selon le client), assurances, taxes sur les pneus neufs et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Le crédit inclut au comptant pour ce modèle est de 4 000 \$. Le crédit en argent comptant et le taux nominal ne peuvent être combinés (sauf dans le cas de l'offre décrite ci-après sous ++). ++ Les clients qui profitent d'un programme de location ou de financement recevront un crédit en argent de 2 000 \$ pour les modèles Outback 2008, ou de 1 500 \$ pour les modèles Legacy et Tribeca 2008. +++ Le crédit de 8 000 \$ est offert uniquement à l'achat au comptant d'un des véhicules 2008 suivants : Legacy 2.5GT berline (8A1GT et 8A2GTV); Legacy familiale (8B1GT et 8B2GT); Outback 2.5XT ou 3.0R; et Tribeca (8S2C0). D'autres crédits en argent comptant sont aussi offerts sur certains nouveaux modèles admissibles non-inscrits. Pour en savoir plus, consultez votre concessionnaire. Le taux de location nominal de 0,5 % pour un bail de 24 mois est applicable aux modèles Legacy, Outback et Tribeca 2008.

ACTUALITÉS

Sarkozy : le plongeon

Un sondage désastreux coïncide avec un nouveau dérapage public



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Ce n'est peut-être pas la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais, pour Nicolas Sarkozy, c'est un nouveau dérapage public qui ne va pas arranger son image, et qui tombe en même temps qu'un sondage encore plus désastreux que les précédents.

Cela se passe samedi après-midi au Salon de l'agriculture, incontournable grand-messe paysanne que le président Sarkozy est venu inaugurer.

Visite au pas de course façon Sarkozy, qui serre les mains plus vite que son ombre. Comme

c'est devenu habituel et banal, on entend à l'arrière-plan des huées, plutôt clairsemées. Parmi les nombreuses caméras qui le suivent, celle d'un site internet saisit au passage une scène qui dure quelques secondes à peine. Un des visiteurs refuse de serrer la main au chef de l'État et l'apostrophe: «Ne me touche pas, tu me salis.» Sarkozy lui répond: «Casse-toi.» L'autre récidive, et le président lui lâche: «Alors casse-toi, pauvre con!»

L'incident aurait pu passer inaperçu, mais le son et les images sont transmis au site internet du quotidien *Le Parisien*. Résultat: hier après-midi, la séquence avait déjà attiré 400 000 visiteurs, et était devenue une affaire politique, reprise par divers médias.

Invité hier midi à une émission politique sur Canal+ (télé), le chef du Parti socialiste, François

Hollande, a profité de l'incident sans même en rajouter: «Il est insupportable, s'est-il contenté de dire, que le président ne soit pas exemplaire. Ce n'est pas un citoyen comme les autres: on ne

«Casse-toi, pauvre con!» a dit le président français à un visiteur du Salon de l'agriculture qui refusait de lui serrer la main. L'incident a été filmé.

tombe pas dans le pugilat. On n'invective pas un citoyen qui refuse de vous serrer la main.»

Opinion publique défavorable

En novembre dernier, Nicolas Sarkozy s'était déjà fait remarquer, lors d'une visite à des pêcheurs de la côte bretonne, en interpellant un contradic-

teur dans la foule: «Descends ici qu'on s'explique.» Mais à l'époque, l'opinion ne s'était pas encore retournée contre le nouveau président: son ton direct et ses familiarités passaient encore

pour de la modernité et des manifestations de non-conformisme. Bref, un courant d'air frais sur une fonction présidentielle restée guindée et hautaine sous Mitterrand puis Chirac.

Mais, comme le dit un politologue spécialiste des sondages, Pascal Perrinaud, «les Français veulent bien un président franc

et direct, mais ils veulent aussi qu'il ressemble à un président, avec ce que cela comporte de dignité, et l'équilibre n'est pas facile à trouver».

Depuis la mi-décembre environ, il est évident que, dans l'opinion publique, on commence à juger très sévèrement, non pas tellement la politique de fond de Sarkozy, mais son comportement personnel: un excès de familiarité, des déclarations à l'emporte-pièce, l'étalage de sa vie privée, notamment avec Carla Bruni, devenue sa femme, etc.

Une sévérité confirmée hier par un sondage du *Journal du dimanche*, et qui donne des résultats catastrophiques: une chute brutale de neuf points des opinions favorables en un mois pour un total de 38% (contre 52% de mauvaises opinions), l'un des plus mauvais résultats pour un président huit mois après son élection. Un désaveu d'autant plus consternant que, pendant ce temps, son fidèle et discret premier ministre, François Fillon, a bondi de sept points pour atteindre les 57% d'opinions favorables. Du jamais vu dans le système bicéphale français.

La nouvelle incartade publique de Nicolas Sarkozy ne devrait pas contribuer à enrayer ce spectaculaire plongeon.

EN BREF

Trois islamistes condamnés à la peine de mort en Algérie

Trois islamistes ont été condamnés hier par contumace à la peine de mort dans deux affaires distinctes par le tribunal criminel de Boumerdes, à 50 km à l'est d'Alger. Ils étaient jugés respectivement pour «constitution d'un groupe terroriste armé, homicide volontaire avec préméditation, guet-apens et kidnapping» et «incendie volontaire, séquestration et vol à main armée». Hadjers Hocine, «émir» dans la région de Zemmouri, Houalime Mohamed et Ighil Larbaa Sofiane ont été condamnés à mort. Les deux premiers avaient écopé la même peine lors de jugements précédents. — AP



Ils ont fait scandale. Comment y survivre?
Ils le racontent à Mireille Dumas.

TV5
WWW.TV5.CA

VIE PRIVÉE
VIE PUBLIQUE
LA VIE APRÈS UN SCANDALE

CE SOIR 20h

Votre mère mérite Autobahn. Votre patron aussi mérite Autobahn. Même votre voisin qui n'a toujours pas enlevé ses lumières de Noël mérite Autobahn. Nous le méritons tous. Nous méritons le vent dans nos cheveux, l'éclat du soleil sur notre visage et le cri rugissant de la route dans nos oreilles. Autobahn, c'est le son si unique de nos portières. Autobahn, c'est nos essuie-glaces qui glissent sans grincer. Autobahn, c'est aller du point A au point B sans les Zzzz. Autobahn, c'est notre raison de conduire.

Et Autobahn, c'est ce qui fait battre le cœur de chaque Volkswagen depuis toujours. Avec le lancement de la City, nous avons ouvert Autobahn à toute une génération. En baissant nos prix, nous l'offrons à tout un pays.

Autobahn pour tous.

Les nouveaux prix démarrent maintenant.



VW.CA

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Nader revient mêler les cartes

La campagne présidentielle américaine a accueilli hier un nouveau candidat, le défenseur des consommateurs Ralph Nader, qui, à l'âge de 73 ans, se lance pour la cinquième fois dans l'arène. « Je suis candidat à la présidence », a dit M. Nader à l'émission *Meet the Press* de NBC, en se défendant de jouer les trouble-fête. Ralph Nader, qui aura 74 ans mercredi, avait remporté 2,7% des voix en 2000, ce qui avait conduit des démocrates à l'accuser d'avoir empêché la victoire d'Al Gore face à George W. Bush. Il a estimé hier que l'opposition démocrate au président George W. Bush devrait obtenir un « raz-de-marée » en novembre prochain ou « fermer boutique ». La veille, l'aspirant à l'investiture démocrate Barack Obama avait révélé que M. Nader l'avait appelé avant de se lancer. — Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS
Une plainte contre John McCain

Le président du Parti démocrate, Howard Dean, a annoncé hier le dépôt imminent d'une plainte contre le candidat probable du Parti républicain à la présidentielle, John McCain, accusé d'avoir violé sa propre loi sur le financement des campagnes électorales. « Demain (aujourd'hui), le Parti démocrate va porter plainte à la Commission électorale fédérale sur les violations présumées par l'équipe de M. McCain » de la loi sur le financement public des campagnes électorales, a déclaré M. Dean en téléconférence. Adoptée en 2002, la loi « McCain-Feingold » prévoit qu'un candidat en mal d'argent, comme c'était le cas jusqu'à récemment de M. McCain, peut réclamer un financement public, mais avec un strict plafond de dépenses de 54 millions US. Or, M. McCain a vraisemblablement déjà dépassé ce plafond. Il pourrait en outre avoir violé les règles en utilisant la promesse d'obtenir des fonds publics comme garantie d'un emprunt privé de 4 millions US contracté en novembre. — Agence France-Presse

CHYPRE
Un communiste pour président

Le candidat communiste chypriote Demetris Christofias, partisan d'une reprise des pourparlers sur la division de Chypre, dont la partie nord est occupée par la Turquie depuis 1974, a remporté hier le second tour de l'élection présidentielle devant son rival conservateur. Le chef du parti communiste Akel a recueilli 53,36% des voix contre 46,64% à l'ex-ministre conservateur des Affaires étrangères Ioannis Kasoulides, selon les résultats officiels définitifs. Le taux de participation a dépassé les 90%. — Agence France-Presse

KOSOVO
Moscou s'apaise

Le représentant de la Russie à l'OTAN, Dmitri Rogozine, a abandonné hier ses menaces, proférées vendredi, de recourir à la force si l'Alliance atlantique ou l'Union européenne « défiaient l'ONU » sur le Kosovo. « Nous n'avons pas l'intention d'intervenir militairement sur un point chaud loin de nos frontières », a déclaré M. Rogozine, cité par l'agence Interfax. « Il n'y a pas d'attaque directe contre la Russie, d'attaque directe de nos intérêts nationaux », a-t-il ajouté. — Agence France-Presse

IRAN
Hausse de ton

L'Iran a durci le ton hier contre les grandes puissances qui examinent une nouvelle résolution de l'ONU renforçant les sanctions contre la République islamique, en avertissant qu'il réprendrait de façon « appropriée ». « Nous prendrons une mesure appropriée dans le cas de l'adoption d'une nouvelle résolution » du Conseil de sécurité, a dit le porte-parole de la diplomatie Mohammad Ali Hosseini, sans autre détail. — Agence France-Presse

Irak : 40 pèlerins chiites tués dans un attentat suicide

ABBAS AL-ANI
AGENCE FRANCE-PRESSE

HILLA — Au moins 40 pèlerins en chemin pour la ville sainte chiite de Kerbela, au sud de Bagdad, ont été tués hier par un kamikaze qui s'est infiltré dans une halte où des centaines de personnes se restauraient.

Soixante personnes ont été blessées dans cette attaque, qui s'est produite à Iskandiriyah, à une soixantaine de kilomètres de la capitale.

« Vers 15h locales, un kamikaze a pénétré dans une tente où se restauraient des dizaines de pèlerins et s'est fait exploser. Le bilan dont nous disposons fait état d'au moins 40 mort et 60 blessés », a indiqué à l'AFP Karim al-Timimi, lieutenant de police de la province de Babel.

Le D^r Mohammed al-Zaïdi, des services hospitaliers d'Hilla — chef-lieu de la province —, a confirmé ce bilan et souligné que 25 personnes se trouvaient dans un état grave.

Les groupes armés irakiens, y compris l'organisation Al-Qaeda, visent régulièrement des chiites en pèlerinage de Bagdad vers les villes saintes de Kerbela et de Najaf.

Les services de sécurité irakiens ont récemment saisi des armes près de Kerbela, ainsi que des explosifs de type TNT dissimulés dans des manches de drappeaux et des grenades.

Le chef de la police de Kerbela, le général Raed Chaker Jawdat, a affirmé jeudi que les renseignements irakiens disposaient d'informations indiquant que des extrémistes allaient s'attaquer aux pèlerins.

Le dirigeant chiite Abdel Aziz al-Hakim, chef du Conseil



PHOTO ALI AL-SAAD, AFP

Les membres des forces de sécurité irakienne sont bien visibles à Kerbela, où les pèlerins chiites se rendent massivement pour célébrer l'imam Hussein.

suprême islamique en Irak, membre de la coalition au pouvoir, a dénoncé les attaques contre les pèlerins, qui font partie d'une campagne lancée par « les groupes terroristes, extrémistes et sadamistes depuis cinq ans ».

Promesses du premier ministre

Il s'agit du deuxième attentat majeur en Irak ce mois-ci, alors que l'administration américaine et le gouvernement irakien se félicitaient de la baisse des actes de violence à la suite de la mise

en place du plan de sécurité à Bagdad et d'un renforcement des opérations de l'armée américaine dans le reste du pays.

Le 1^{er} février, au moins 98 personnes avaient été tuées et 208 blessées dans deux attentats suicide perpétrés par des femmes dans des marchés de Bagdad.

Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a assuré la semaine dernière que les affiliés d'Al-Qaeda avaient été vaincus à Bagdad grâce au plan de sécurité mis en place

un an plus tôt dans la capitale et a promis que l'organisation serait défaite.

Pour tenter d'empêcher toute attaque à Kerbela, la sécurité irakienne a déployé plus de 40 000 membres des forces de sécurité.

Au moins cinq personnes ont été tuées et une quarantaine blessées dans d'autres incidents sur le trajet emprunté par les pèlerins chiites. Ils se rendent à Kerbela pour célébrer l'imam Hussein, une des figures les plus vénérées de l'islam chiite.

Cuba Raul Castro succède à son frère à la tête de l'État

Un président sous surveillance

PATRICK LESCOT
AGENCE FRANCE-PRESSE

LA HAVANE — Raul Castro, nouveau président cubain depuis hier, n'aura qu'une marge étroite pour répondre aux demandes de changement de ses compatriotes, entre un Fidel Castro qui promet d'être encore omniprésent et une vieille garde ultra-orthodoxe promue à ses côtés.

« C'est le bunker », a estimé un diplomate peu après l'annonce au Parlement cubain de la composition de la nouvelle direction cubaine, lors d'une journée historique qui a vu, pour la première fois en 49 ans, la désignation d'un nouveau chef de l'État communiste.

Dès son discours d'investiture, Raul Castro a fait voter les députés à main levée sur sa proposition de s'en référer à son frère pour toute question importante touchant à la défense, la politique étrangère ou même le développement économique.

« Fidel est ici, comme toujours, l'esprit bien clair et avec sa capacité d'analyse et de prévision plus qu'intacte, renforcée », a-t-il affirmé.

Depuis sa suite d'un hôpital de La Havane, où le leader âgé de 81 ans peine à se remettre de multiples opérations intestinales, Fidel Castro semble ainsi assuré de conserver la haute main sur le pays.

Le fondateur du régime, hostile à toute libéralisation, a indiqué dans son message de départ mardi qu'il entendait se faire le « soldat des idées ».

La vieille garde bien en place

Le choix des hommes qui vont assurer « l'après-Fidel » a été soigneusement pesé par le vieux leader cubain, estimant la plupart des analystes.

Sur ce point, la surprise est venue hier, non de l'élection largement attendue de Raul Castro, mais de celle de José Ramon Machado comme « numéro deux ». Ce gardien d'une stricte orthodoxie marxiste-léniniste a été préféré à Carlos Lage, réformateur modéré dont la désignation était attendue.

La demande de changement s'est faite de plus en plus forte à Cuba ces derniers mois.

Raul Castro avait invité la population à s'exprimer « avec



PHOTO REUTERS

Officiellement désigné hier à la tête du Conseil d'État, instance dirigeante du pays, Raul Castro a promis qu'il leverait dès la semaine prochaine certaines restrictions économiques qui affectent les Cubains.

courage » sur ses problèmes, ce que les gens ont fait dans le cadre de milliers de réunions à l'automne.

Dans son discours d'hier, le nouveau président a fait allusion aux critiques émises à cette occasion, soulignant qu'elles prenaient place « au sein de la révolution ».

Pragmatique, Raul Castro s'est toutefois promis de travailler à des « changements structurels » afin de ranimer une économie où sévissent des pénuries en tous genres, étouffée par une pesante bureaucratie et un dur embargo américain.

« Nous sommes conscients des énormes efforts » requis pour la

fortifier, a-t-il dit dimanche, se déclarant « prêt à écouter l'opinion de tous ».

Mais, pour cela, « il faut bien planifier », a-t-il ajouté, avant d'annoncer la levée, la semaine prochaine, de certaines restrictions économiques qui affectent les Cubains, sans préciser lesquelles.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**

Guy Crevier > Président et éditeur

Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Encore le fédéral!

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Après bien d'autres, le groupe dirigé par Claude Castonguay dénonce dans son rapport le carcan qu'imposerait aux provinces la Loi canadienne sur la santé. Selon M. Castonguay et ses collègues, la loi « a eu pour effet de gêner toute évolution des systèmes de santé dans les provinces canadiennes ».

Cette vision des choses, qu'on tient pour acquise depuis des années au Québec, ne résiste pourtant pas à l'épreuve des faits. Si, au yeux de certains, le système de santé du Québec n'a pas évolué suffisamment, c'est en raison des décisions prises par les élus de l'Assemblée nationale, pas à cause de la loi fédérale.

Adoptée en 1984, la Loi canadienne sur la santé (LCS) impose certaines conditions au versement aux provinces des importants transferts financiers destinés à l'assurance maladie. Ces conditions visent à garantir que les soins « médicalement nécessaires » sont accessibles gratuitement à tous les citoyens du pays. Une province qui ne respecterait pas ces conditions pourrait se voir privée d'une partie des fonds fédéraux.

Si Ottawa appliquait la loi suivant une « conception centralisatrice du fédéralisme », comme le prétend le comité Castonguay, les gouvernements provinciaux auraient raison de s'en indigner. En réalité, le ministère fédéral de la Santé a toujours agi avec une grande circonspection, conscient qu'il est de la compétence des provinces en ce domaine. Les seules sanctions imposées depuis 20 ans visaient des cas où des frais modérateurs ou supplémentaires avaient été imposés. Ces pénalités ont totalisé 9 millions de dollars, une goutte d'eau dans la mer de dizaines de milliards versés aux provinces durant ces deux décennies.

Ottawa n'a jamais imposé de sanctions aux gouvernements provinciaux pour avoir violé les autres règles de la loi. Il s'est contenté de les sensibiliser aux pratiques qui, à son avis, étaient condamnables. Sa

timidité lui a même valu les reproches du Vérificateur général et une poursuite du Syndicat canadien de la fonction publique.

Cela étant, on cherche en vain quelles réformes auraient voulu faire le gouvernement du Québec et qui auraient été bloquées par le gouvernement fédéral. La proposition du rapport Castonguay, voulant que la budgétisation des établissements incite à une meilleure productivité, a été faite maintes fois auparavant. La loi canadienne ne s'y oppose pas. Pourquoi Québec n'est-il pas allé de l'avant jusqu'à maintenant? L'idée de confier la gestion de certains hôpitaux au secteur privé a aussi été lancée il y a bien des années. La loi canadienne ne l'empêche pas. Pourquoi Québec n'a-t-il pas exploré cette piste?

Ce n'est pas la LCS qui a imposé la diminution des admissions en médecine, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Ce n'est pas non plus le fédéral qui fait poireauter depuis des années le projet du nouveau CHUM.

De toutes les suggestions faites par le comité Castonguay, seules celles relatives au financement des soins par des contributions directes des usagers se heurteraient à la Loi canadienne sur la santé. Toutefois, il est bien difficile d'accuser le fédéral d'ingérence alors que ces mesures ont été rejetées d'un revers de main par le gouvernement libéral.

La Loi canadienne sur la santé tient du Jell-O plus que du carcan. Elle permet au gouvernement fédéral de jouer au protecteur du système de santé public qui distingue le Canada des États-Unis. Sa valeur, comme l'explique M^e Molinari, est beaucoup plus symbolique que juridique.

De toute façon, si cette loi embarasse à ce point le gouvernement du Québec, on se demande pourquoi il n'a jamais apporté quelque suggestion que ce soit quant aux modifications qui devraient y être apportées. Comme le soulignaient la semaine dernière les professeurs Pierre-Gerlier Forest et Monique Bégin (cette dernière ancienne ministre fédérale de la Santé): « Nous ne voyons pas comment on pourrait "moderniser" la Loi canadienne sur la santé sans une mise à jour préalable de la politique québécoise de la chaise vide, sans un engagement clair à jouer le jeu. Dans ce dossier plus que dans tout autre, la balle est donc dans le camp du Québec. »

OBAMA ÉCLIPSE HILLARY

André-Philippe Côté, *Le Soleil*

DROITS RÉSERVÉS

PLANÈTE

L'arrogance de l'Occident

Par le biais de son discours sur les valeurs universelles, l'Occident montre encore aujourd'hui qu'il se croit supérieur

MARIE BERNARD-MEUNIER



Diplomate de carrière, l'auteure a été ambassadrice du Canada à l'UNESCO, aux Pays-Bas et en Allemagne. Elle vit maintenant à Montréal et siège au conseil d'administration du CERIU (m.bernard-meunier@cerium.ca).

L'arrogance de l'Occident a bel et bien existé et existe toujours. L'âge d'or, si l'on peut dire, de l'arrogance occidentale va de l'époque des grandes conquêtes à celle de l'expansion coloniale. Au nom d'une mission « civilisatrice », l'Occident a décimé des populations, éradiqué des cultures et exploité à son profit toutes les ressources. Cette époque est révolue, mais l'arrogance de l'Occident a continué à se manifester sous d'autres formes. Sa prospérité économique, ses avancées scientifiques et même l'œuvre de ses philosophes ou de ses musiciens ont souvent été présentées comme autant de preuves de sa supériorité.

Aujourd'hui, l'arrogance de l'Occident s'exprime encore dans son discours sur les valeurs universelles. On la retrouve aussi dans sa vision de l'avenir des sociétés qui seraient toutes appelées à connaître une évolution semblable à celle des pays occidentaux et donc à passer, elles aussi, du Moyen-Âge à l'époque des Lumières!

L'Occident doit chercher à comprendre que, pour ceux qui n'en ont pas, l'accès à l'eau potable est plus important que l'exercice du droit de vote et que la sécurité, quand on est menacé, est plus importante que la liberté.

En vérité, l'arrogance de l'Occident n'est tout de même plus ce qu'elle était. Elle ne parvient plus, en tout cas, à masquer les doutes qui l'habitent. Il est contraint de reconnaître qu'au chapitre des guerres de religion, des conflits sanglants et des génocides, il traîne lui-même un lourd passé. Il doit aussi se rendre à l'évidence que ses interventions plus récentes dans les affaires du monde sont loin d'avoir été toujours bénéfiques ou même en accord avec les beaux et grands principes dont il se réclame.

Entre un pouvoir économique qui lui échappe et une supériorité

militaire qui ne suffit plus à lui assurer une position dominante, l'Occident ne peut que constater l'érosion de son influence. Pire, il découvre la profondeur du ressentiment qu'il génère. Sur tous les continents, son « modèle » est ouvertement, et souvent violemment, contesté. On le soupçonne, on l'accuse même, de vouloir utiliser la promotion de la liberté et de la démocratie pour venir saper les fondements des sociétés et des nations en s'attaquant à leurs religions ou à leurs traditions.

Crise de courte durée

Face à cette nouvelle réalité, certains se réfugient dans le déni. Ils croient que la crise sera de courte durée: le fanatisme religieux n'aura qu'un temps, des pays comme la Chine seront rattrapés par leurs problèmes sociaux ou environnementaux, les États-Unis sauront rebondir et la résilience de l'Occident en surprendra plus d'un. Il y a aussi ceux qui se préparent à une guerre des civilisations et qui sont convaincus de l'importance de ne pas affronter l'ennemi en position de faiblesse. Il faut donc résister aux tentatives de culpabilisation de l'Occident et s'abstenir surtout de toute démarche de repentance. Il y a enfin ceux qui voudraient simplement que l'Occident se replie sur ses terres et cesse de vouloir influencer le cours des affaires du monde.

Tous ces discours sont aussi excessifs que dangereux. La fin de l'hégémonie occidentale, à terme, est inéluctable. Aucune civilisation n'a su ou n'a pu maintenir indéfiniment sa domination. Quant à la guerre des civilisations, il faut



PHOTO MARKO DROBNJAKOVIC, AP
L'Occident découvre la profondeur du ressentiment qu'il génère. Sur tous les continents, son « modèle » est ouvertement, et souvent violemment, contesté, notamment en Irak.

Afrique. Ils ont cru devoir privilégier la construction d'infrastructures, puis plutôt l'éducation et la santé avant d'en venir à la bonne gouvernance. En réalité, on cherche encore et toujours la bonne formule. Il en va de même pour la résolution des conflits et pour les projets de reconstruction. On sent bien que, dans toutes ces situations, il est nécessaire d'utiliser un savant mélange de diplomatie, de développement et de moyens militaires, mais on sait moins bien trouver, dans chaque cas, le bon dosage.

Quoi qu'ils fassent, les Occidentaux resteront vulnérables à la critique. On leur reprochera toujours d'en faire trop ou de ne pas en faire assez. On leur prêtera, parfois avec raison, des arrière-pensées politiques ou économicques. On montrera du doigt les travers et les injustices de leurs propres sociétés. Doivent-ils attendre d'être irréprochables pour s'impliquer? Doivent-ils être assurés de réussir avant d'entreprendre? Ils ne seront sans doute pas toujours à la

hauteur de ce qu'ils préconisent, mais ils auront parfois le mérite d'essayer, comme ils le font actuellement en Haïti ou en Afghanistan.

Il faut seulement espérer que l'Occident ait la sagesse de ne pas faire de la promotion de ses valeurs son fer de lance. Il doit plutôt chercher à comprendre que, pour ceux qui n'en ont pas, l'accès à l'eau potable est plus important que l'exercice du droit de vote, que la sécurité, quand on est menacé, est plus importante que la liberté et que l'injustice, lorsqu'elle est vécue au quotidien, rend sourd aux propos sur la démocratie.

FORUM@LAPRESSE.CA

Ma télévision est vide... de sens!

Je ferme ma télé. Je ne l'ouvrirai que pour les informations, peut-être. Et je ne parlerai que de la télévision de Radio-Canada... Disons que je ne figure pas sur les cotes d'écoute du petit écran. Pourtant, j'y ai donné 32 ans de ma vie. Je viens de voir les derniers instants de 3600 secondes d'extase. Pas capabe (sic). Pauvre Marc Labrèche, un acteur de grand talent, mais que diable fait-il à cette émission? Grimaces, sous-entendus, horripilant reportage sur le Bangkok de M. Blanchette, qui se fait payer un « maudit » beau voyage sur le bras de la Reine! Cinq minutes d'une émission (ce que j'ai vu) supposément drôle, amusante, inspirée. Merci aux quatre minutes de publicité qui sont venues combler les vides! Dieu merci (s'cusez), je comprends les faibles indices d'écoute de mon *alma mater*!

Jacques Houde, Joliette

Nouvelles explosions balkaniques

Les Kosovars viennent de se donner unilatéralement un pays en amputant la Serbie de son cœur historique, où ils sont devenus majoritaires. Je doute qu'il sorte quelque chose de bon de cette situation, car il n'est jamais bon pour les minorités non musulmanes de tomber sous la coupe d'une majorité musulmane rapidement oublieuse de ses promesses de respect, de tolérance et de démocratie dès qu'elle a obtenu ce qu'elle veut. En effet, il n'y a pas un seul pays à majorité musulmane qui soit une vraie démocratie respectueuse des droits fondamentaux inscrits dans les chartes internationales. Malgré Milosevic, je sympathise plutôt avec les Serbes. L'Europe, qui a stupidement renié ses origines judéo-chrétiennes pour plaire à une certaine France anticléricale et fanatiquement laïciste, se prépare donc à de nouvelles explosions balkaniques, où les islamistes de tous poils iront avec plaisir jeter de l'huile sur le feu pour la plus grande gloire d'Allah et l'extension de l'islam militant, envahissant et agressif.

François McCauley, Sherbrooke

Courageux reportage

Je viens de voir à l'émission *Enquête/Bêtes à bord* un courageux reportage et ses images horribles: celles d'animaux mourant de maltraitance, de soif et d'épuisement après avoir été entassés, dans des conditions innommables, vers leur destin de transformation en viande de boucherie. Je ne revendique pas pour eux qu'on épargne leur vie. Je sais la loi de la chaîne alimentaire et que nous, humains, n'y échappons pas. Ce que j'exige des humains que nous sommes, c'est de... l'humanité. Comme je désespère de l'être humain « lâché lousse », c'est un message qui s'adresse à nos gouvernants au cas où certains voient là une occasion d'évolution pour notre société.

Suzanne Moïse

RÉPLIQUES

Une position bien connue

Gérald Larose se défend d'être opposé au « bilinguisme individuel »

GÉRALD LAROSE
L'auteur a été président de la Commission des états généraux de la situation et de l'avenir de la langue française au Québec. Il est présentement président du Conseil de la souveraineté.

Aujourd'hui, Lysiane Gagnon. Hier, Alain Dubuc, avant-hier, André Pratte. Si ce n'était si triste, je me marrais volontiers. Il suffit d'un titre inventé par *La Presse* («Larose et Michaud appuient VLB», *La Presse*, 13 février) pour qu'on m'affuble d'une position linguistique totalement contraire à celle que je défends depuis des lunes

La preuve est faite en Amérique du Nord et au Canada, que le bilinguisme institutionnel est un passeport pour la folklorisation du français et l'unilinguisme pragmatique saxon.

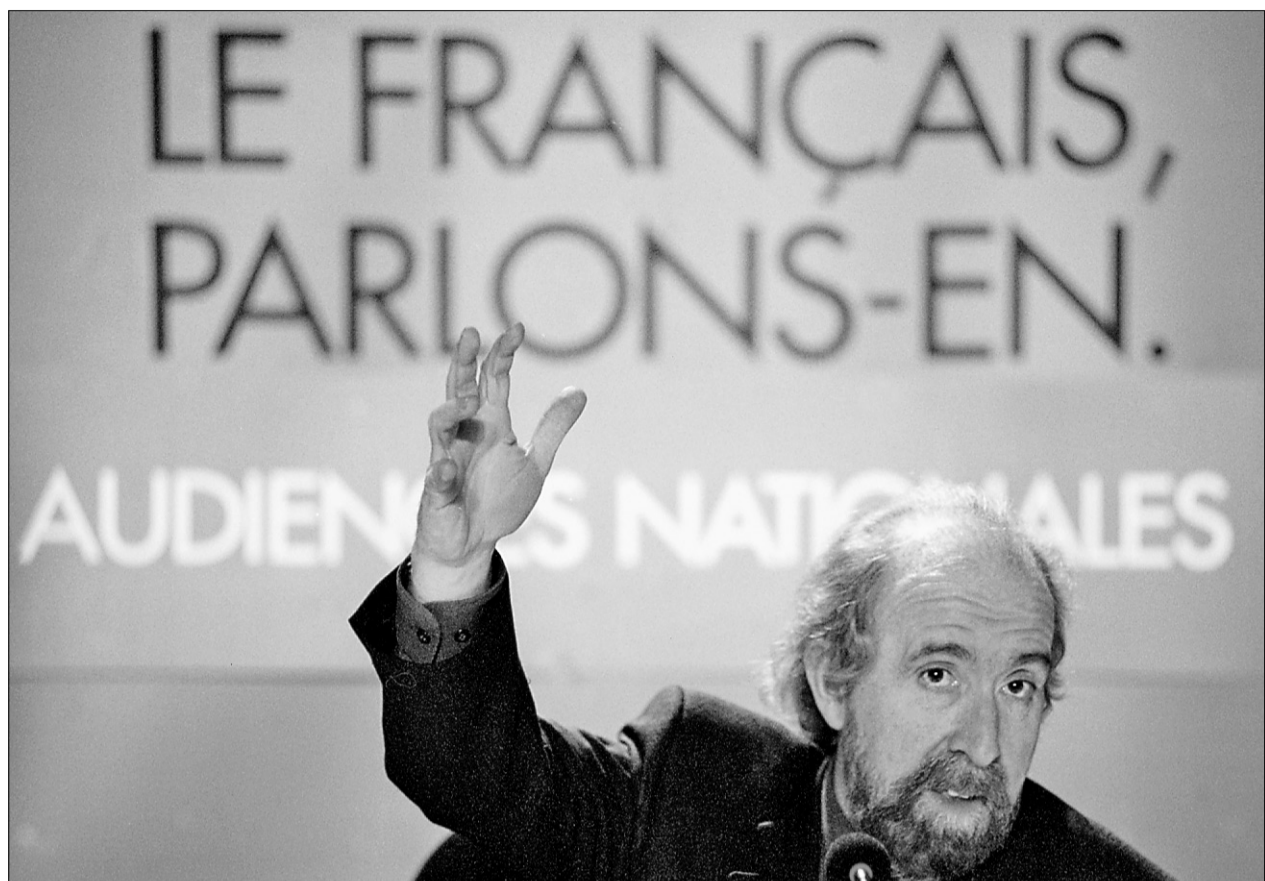
et que reprend exhaustivement le rapport de la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, rapport dit Larose.

Quelle est-elle? Je suis contre le bilinguisme institutionnel (de l'État québécois, des appareils de l'État québécois, de la vie politique québécoise et des rapports sociaux institués). La preuve est faite en Amérique du Nord et au Canada, d'un océan à l'autre, que le bilinguisme institutionnel est un passeport pour la folklorisa-

tion du français et l'unilinguisme pragmatique saxon. Je suis féroce pour le bilinguisme individuel. Comme la commission des états généraux, je propose que nous doublions le nombre d'heures d'apprentissage de l'anglais au primaire et au secondaire, et surtout que cet apprentissage, pour être efficace, se fasse de manière concentrée à la fin du primaire, au milieu et à la fin du secondaire. Il est évident que l'on ne me comptera jamais parmi les démagogues qui proposent l'approche inefficace de l'enseignement de l'anglais à partir des CPE ou de la première année.

Je le répète. Je ne suis pas contre mais bien pour le bilinguisme individuel. Et même si le Québec est compté au monde parmi les peuples les plus bilingues (trois fois plus que le Canada) et trilingues (sept fois plus que le Canada), j'estime qu'à ce chapitre, il y a encore de la place pour nous améliorer, sans inhibition et sans succomber au fantasme débilisant que tous les Québécois devraient être des «perfect bilingual people». Telle réalité n'existe nulle part, ni en Hollande ni en Scandinavie, contrairement à ce que d'aucuns racontent.

Sur tous les territoires (pays, communautés, cantons, provinces, etc.), il y a une langue commune qui rythme la vie sociale et la vie publique, correspondant à la langue identitaire du groupe majoritaire. Puis parfois, sur un même territoire, il y a des langues secondes qui tantôt expriment l'appartenance à une communauté minoritaire ou tantôt nourrissent des interfaces avec l'extérieur. Dans les contextes minoritaires



«Je le répète. Je ne suis pas contre mais bien pour le bilinguisme individuel, insiste Gérald Larose. Et même si le Québec est compté au monde parmi les peuples les plus bilingues (trois fois plus que le Canada) et trilingues (sept fois plus que le Canada), j'estime qu'à ce chapitre, il y a encore de la place pour nous améliorer.»

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

comme celui vécu par le Québec en Amérique du Nord, s'ajoute le rapport de force global de la langue continentale. Vu! Su! Le Québec crâne. Son territoire reste français. Au son d'immenses cris d'orfraie. Encore aujourd'hui.

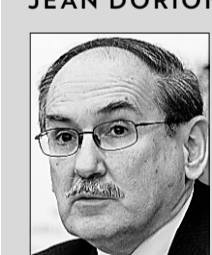
De quoi les Québécois devraient-ils être gênés? De ne pas être bilingues? De ne pas être trilingues? Certainement pas. Nous les battons tous! Ce qui achale, au sens québécois du terme, c'est que le

Québec maintienne son objectif de finir par devenir un territoire linguistiquement normal, c'est-à-dire avec une langue commune, le français, correspondant à la langue identitaire du groupe majoritaire. À cet égard, l'objectif de la loi 101 demeure limpide. Il faut faire du français la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires. C'est une question de justice sociale. Ce faisant, il est

vrai que ne pas parler anglais ne sera plus un handicap. Le parler deviendra plutôt un atout pour occuper des postes l'exigeant ou pour développer des interfaces avec l'extérieur. Ces choix, comme ceux des métiers, des techniques et des professions, relèvent des individus et non de l'État. Appartenant à ce dernier de rendre disponibles les ressources pour qu'ils se concrétisent. Le reste n'est qu'idéologie, voire démagogie.

Une déplorable habitude

JEAN DORION



L'auteur est président général de la SSJB-M

M. André Pratte, Critiquer en page éditoriale les prises de position de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal sans que les lecteurs aient été mis au courant, dans les pages d'information, du contenu, ni même de l'existence de ces positions devient une déplorable habitude à *La Presse*.

Dernier exemple: notre communiqué sur le Kosovo, que vous fustigiez dans votre éditorial de mardi dernier, sans que vos lecteurs en aient autrement entendu parler dans votre journal. Ce fut le cas également de notre communiqué contre le dédoublement des mégahôpitaux à Montréal, que vous critiquiez dans un texte du 20 mars 2005, sans que vos lecteurs aient pu au préalable en lire le plus minime résumé ni la moindre mention dans vos pages d'information. Même procédé avec votre éditorial du 30 octobre 2003 lorsque, après l'élection d'une unilingue anglaise au Conseil municipal de Montréal, nous avions souligné le peu d'importance que certains électeurs accordaient au français comme langue publique commune, dans un communiqué totalement ignoré par *La Presse*, hors votre éditorial. Chaque fois, j'ai dû user du droit de réplique qu'on reconnaît partout dans les médias des pays civilisés.

Des communiqués jugés indignes d'être portés à la connaissance des lecteurs, même en trois lignes, par la direction de l'information de *La Presse*, se méritent néanmoins les attaques de son éditorialiste en chef. Étonnant, non?

Tout en appréciant l'honneur que vous nous faites, nous nous interrogeons sur le caractère éthique du double traitement que nous recevons: occultation d'une part, démolition de l'autre.

130 textes d'information

M. Dorion, Dans votre lettre, vous accusez *La Presse* d'«occulter» les points de vue de la SSJB-M. Une vérification rapide indique que durant la période que vous ciblez, de 2003 à 2008, *La Presse* a publié quelque 130 textes d'information mentionnant d'une manière ou d'une autre les activités de la Société que vous dirigez. L'opération d'«occultation» ne semble pas très efficace...

Pour ma part, durant la même période, j'ai signé 10 éditoriaux mentionnant la SSJB-M. Il ne s'est jamais agi de «démolition». Le plus souvent, j'ai fait une critique documentée des points de vue que vous défendez. À deux reprises, j'ai approuvé les actions de la Société, notamment quand elle a déploré les compressions faites par le gouvernement Charest dans le financement de la Fête nationale. Je ne me souviens pas que vous m'avez écrit pour me féliciter de cette prise de position.

Enfin, vous parlez du «double traitement» par la direction de l'information de *La Presse* et les pages éditoriales du journal. Rien de plus normal: vous voyez, à *La Presse*, l'information et l'éditorial sont indépendants l'un de l'autre.

André Pratte
Éditorialiste en chef

Tartuffe n'est pas mort

Que défend-on au juste: le multilinguisme ou l'anglomanie?

VICTOR-LÉVY BEAULIEU
M. Beaulieu est écrivain et éditeur.

André Pratte parle dans son éditorial du 15 février dernier du Québec ancien de Trois-Pistoles que je représenterais. J'y vois une insulte, non pour moi, mais pour mon coin de pays, pour tous ceux-là qui y vivent courageusement, dans une modernité qu'André Pratte aurait grand intérêt à visiter entre deux cours de langues étrangères grâce auxquels il peut enfin soigner la maladie dont il est atteint, ce multilinguisme mangeur de méchants indépendantistes.

Je voudrais simplement faire remarquer à André Pratte que je n'ai pas eu besoin d'attendre le mondialisme qu'il défend pour regarder par-dessus les clôtures qui entourent ma grange dans ce Québec ancien de Trois-Pistoles. J'ai consacré une bonne partie de ma vie à écrire sur Victor Hugo et Voltaire (deux Français), sur Herman Melville (un Américain), sur Léon Tolstoï (un Russe), sur Margaret Atwood (une Canadienne anglaise), sur James Joyce (un Irlandais), sur José Lima (un Cubain), sur Ernesto Sabato (un Argentin) et sur Jack Kerouac (un Franco-Américain).

À ce que je sache, ces écrivains ne font guère partie de ce monde ancien que dénonce André Pratte. Ils s'inscrivent au cœur même de notre modernité québécoise. Je sais que c'est difficile à comprendre quand on n'est qu'un Montréaliste anglaisé qui a tellement besoin de s'ouvrir au monde qu'il en oublie de lire la littérature qui, pour s'écrire dans l'arrière-pays, a comme source commune notre histoire et celle du monde.

Si André Pratte avait lu le James Joyce que j'ai écrit, peut-être saisirait-il mieux ce pour quoi je me bats. Les lexiques et les dictionnaires qu'il doit maintenant acheter pour soigner son multilinguisme coûtant cher, permettez-moi de jouer à l'habitant économe et de lui offrir ici gratuitement un extrait de mon ouvrage:

«Je suis Québécois, dans un pays anglophone qui s'appelle le Canada et que je ne considère pas comme étant mien. Je ne suis pas bilingue et c'est par choix que je ne le suis pas. En fait, je le suis presque, mais malgré moi. L'univers dans lequel je vis, travaille, souffre et jouis, n'est jamais tout à fait le mien: il appartient d'abord à l'Amérique anglophone qui m'impose son langage, pollue le mien et le pervertit; il appartient ensuite à ce qui reste de ce qui fut autrefois ma mère patrie qui m'impose aussi son langage, pollue le mien et le pervertit. Être Québécois, c'est reprendre langue afin que je puisse tout dire dans mes mots, un rythme et une sonorité faisant état de ma singularité. Joyce m'est donc nécessaire. Il vous incombe d'Irlander de sens ce son, dit-il de Dieublingue (qui n'est autre que Dublin forcée à devenir bilingue). Il ajoute:

«Les Babéliens et toutes leurs langues ont existé en vain (que la confusion les étouffe!), ils furent et disparurent; il y eut les Tu-mesuis, les hymniques Houyhnhnms, les avenants nor-glais, et toute une polyfoule de Fiana. Les hommes ont fondu, les bureaucrates ont subséqué, les blonds cherché les brunes: M'aimes-tu, ma chère amie? Et les brunes quidames ont rétorqué à leur blond compagnon: où aigüe donc ton présent, aspèce d'abécibeta?»

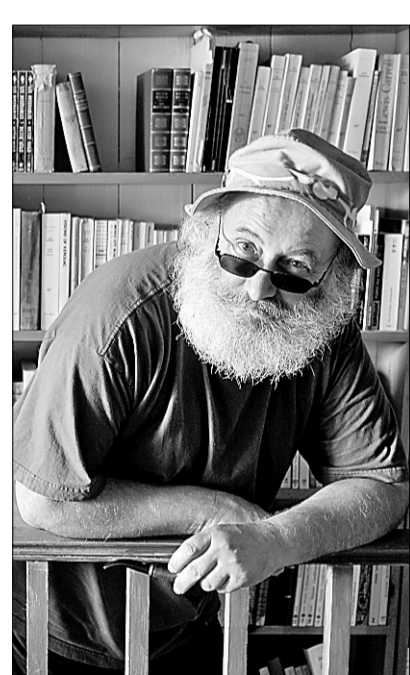


PHOTO B. BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Victor-Lévy Beaulieu.

N'étant pas certain qu'au stade où André Pratte doit en être rendu dans l'apprentissage du multilinguisme il puisse entendre vraiment le langage de James Joyce, je lui suggère donc de lire un petit ouvrage paru à l'époque de ce Québec ancien qu'il dénonce, soit il y a plus de 100 ans. Ça a été écrit par Joseph Quesnel, c'est une pièce de théâtre et elle s'intitule *L'Anglomanie*. En la lisant, il pourra y jouer tous les tartuffes qui y fourmillent puisqu'il les rassemble fort bien dans sa seule personne en promouvant le multilinguisme pour mieux nous faire oublier que le seul monde qu'il défend n'est pas l'ouverture aux autres et à leurs langues, mais l'anglomanie de cette pseudo élite qui fait ses choux gras de son asservissement au pouvoir anglophone. (...)

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

